

RAPPORT FINANCIER 2021 BLS SA



Explication du rapport de l'exercice

En publiant le présent rapport, le conseil d'administration de BLS rend compte des événements de l'année 2021 au sein du groupe BLS. Le groupe est constitué de la BLS SA, ainsi que des sociétés dans lesquelles la BLS SA détient directement ou indirectement une participation majoritaire. BLS Netz AG fait partie intégrante du groupe parce que, conformément à une convention avec la Confédération, son actionnaire principal, c'est la BLS SA qui en exerce le contrôle.

Le présent rapport financier est complété par un rapport de gestion séparé. Les comptes annuels de la filiale BLS Netz AG sont consultables dans un rapport financier séparé. Tous les documents sont téléchargeables sur rapport-annuel.bls.ch pour consultation.

Le rapport de gestion et le rapport financier de la BLS SA sont disponibles en allemand et en français. Note: la version allemande fait foi.

Sommaire

Rapport annuel du groupe	3
Comptes annuels consolidés du groupe BLS	21
Comptes annuels 2021 de la BLS SA	47

Mentions légales

Réalisation: Management Services BLS SA

Rédaction: Communication d'entreprise BLS SA

Conception/création: Magma Branding, Berne

RAPPORT ANNUEL DU GROUPE

1 Contexte économique

La deuxième année de pandémie s'est inscrite dans la continuité de la première: les restrictions nationales dans le domaine de la mobilité se sont traduites par un effondrement du nombre de passagers pour le groupe BLS. En effet, l'obligation de télétravail ordonnée par le Conseil fédéral a entraîné un net déclin du transport de passagers au premier trimestre et le variant Omicron à la fin de l'année a conduit à des réductions de lignes. Le trafic voyageur en suisse est 10 pour cent plus élevé qu'à l'exercice précédent mais se situe comme toujours plus d'un tiers sous le niveau pré-pandémique. Pour les entreprises d'infrastructures, cela s'est traduit par des produits des sillons plus faibles. Seul le trafic de marchandises a pu se rétablir dans l'ensemble.

Trafic grandes lignes BLS pour la première fois avec toutes les lignes

Depuis décembre 2019, BLS trafic longues distances SA exploite l'InterRegio entre Berne et Bienne. Depuis le 13 décembre 2020, elle gère également l'InterRegio entre Berne et Olten, ainsi que l'Inter-Regio entre Berne et La Chaux-de-Fonds, qui est passé du trafic régional au trafic grandes lignes. 2021 a été le premier exercice avec les trois lignes obtenues dans le cadre des négociations avec les CFF et l'Office fédéral des transports (OFT).

Pour le trafic grandes lignes, carché et la perte essayée la première année suivant la fondation, un résultat annuel positif a été enregistré pour la première fois.


MIKA: mise en service réussie du nouveau parc de véhicules

Il s'agit de la plus grande commande de véhicules de toute l'histoire de BLS: L'entreprise ferroviaire investit environ 650 millions de francs dans 58 nouvelles rames automotrices à un étage et plancher surbaissé de Stadler Rail. Le MIKA (train polyvalent moderne, innovant et compact) remplacera peu à peu les trains VU III et RBDe vieillissants d'ici fin 2024.

BLS démarrera la mise en service des nouveaux trains le 10 mai 2021. Ils circuleront en tant qu'InterRegio 66 sur la ligne Bern – La Chaux-de-Fonds. D'autres suivront à partir du 13 juin en tant que S4 sur la ligne Thun – Bern – Burgdorf – Langnau. À partir de la fin 2022, les MIKA circuleront en outre sur la ligne de montagne du Lötschberg (Bern – Kandersteg – Brig – Domodossola) et dans le Simmental (Bern – Spiez – Zweisimmen).

Clôture et remboursements des indemnités reçues en trop

Au cours de l'exercice 2021 écoulé, BLS a pu clore l'intégralité des dossiers concernant les indemnités reçues en trop, signer des accords et verser la majorité des montants provisionnés à l'Office fédéral des transports (OFT) et aux commanditaires.

La signature finale et l'entrée en vigueur de l'accord ont eu un effet positif sur les comptes annuels de la BLS SA puisque les versements dus étaient inférieurs aux montants provisionnés au cours des exercices précédents. Ces montants sont indiqués en conséquence dans le résultat extraordinaire de la BLS SA et du groupe. 

2 Développement commercial

Un chiffre d'affaires net de 1'189,6 millions de francs a été réalisé durant l'exercice sous revue, soit une augmentation de 77,0 millions de francs (+6,9 pour cent) par rapport à l'année précédente. Cette augmentation du chiffre d'affaires s'explique principalement par la hausse des ventes dans la Mobilité des voyageurs et des indemnités d'investissement plus élevées dans le segment Infrastructure. Dans le segment Trafic de marchandises, le chiffre d'affaires est légèrement inférieur à l'exercice précédent (-0,8 million de francs) en raison d'un petit changement dans la gamme de produits. Comme toujours, la Mobilité des voyageurs est le segment le plus impacté par la pandémie. Le chiffre d'affaires se situe 36,6 millions de francs au-dessus du niveau de l'exercice précédent uniquement en raison des produits des transports supplémentaires générés par la deuxième ligne de trafic grandes lignes rattachée aux CFF et des aides fédérales régularisées en 2021.

Chiffre d'affaires du groupe au
31.12.2021

1'189,6 mio

Chiffre d'affaires du groupe au
31.12.2020

1'112,6 mio

Variation en pour cent par rapport
à l'année précédente

+6,9%

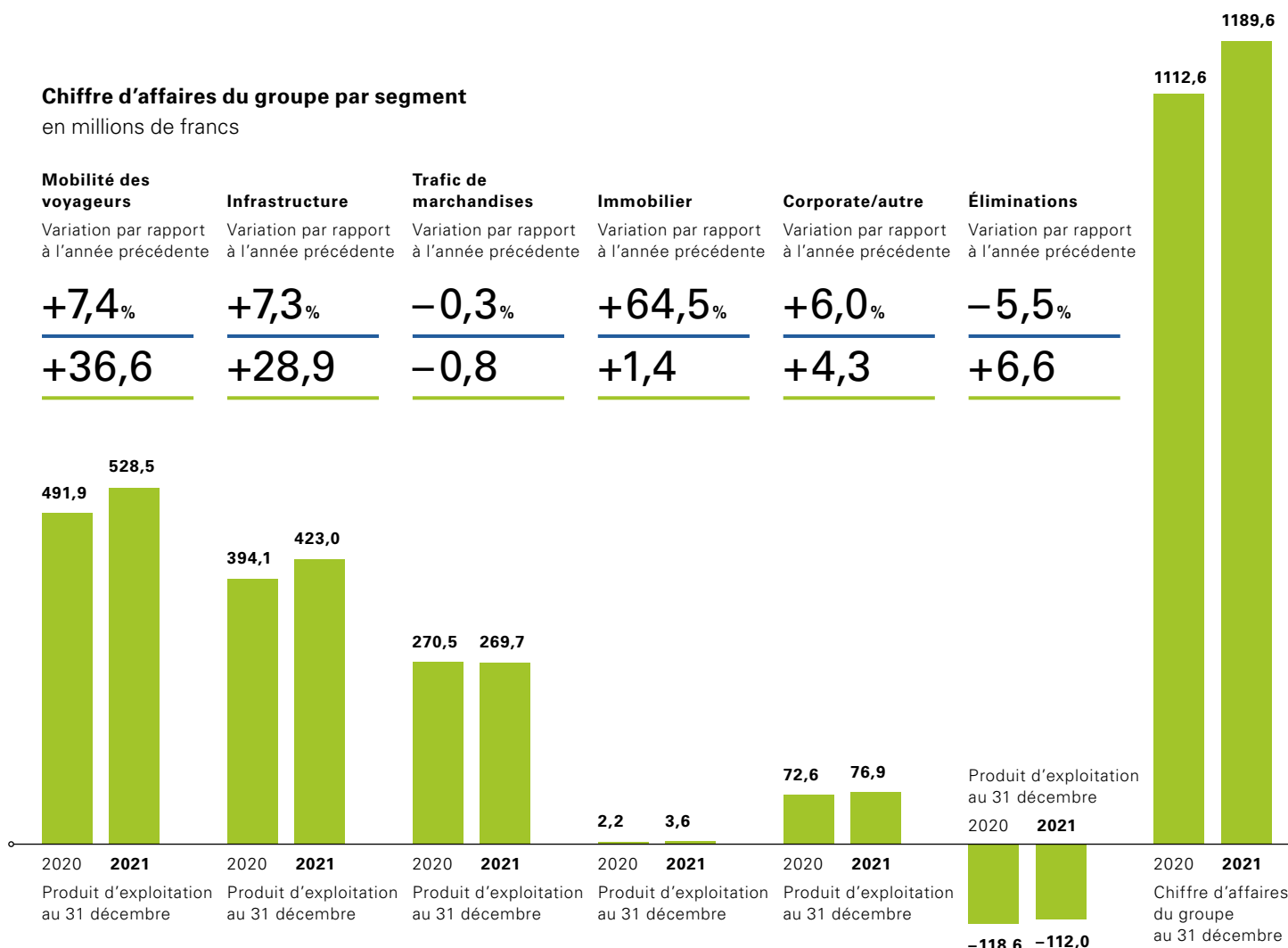
Variation en francs par rapport
à l'année précédente

+77,0 mio

Chiffre d'affaires du groupe par segment

en millions de francs

Mobilité des voyageurs	Infrastructure	Trafic de marchandises	Immobilier	Corporate/autre	Éliminations
Variation par rapport à l'année précédente	Variation par rapport à l'année précédente	Variation par rapport à l'année précédente	Variation par rapport à l'année précédente	Variation par rapport à l'année précédente	Variation par rapport à l'année précédente
+7,4%	+7,3%	-0,3%	+64,5%	+6,0%	-5,5%
+36,6	+28,9	-0,8	+1,4	+4,3	+6,6





Évolution du chiffre d'affaires Mobilité des voyageurs

Dans le segment Mobilité des voyageurs, le chiffre d'affaires des sociétés BLS a augmenté de 36,6 millions de francs pour atteindre 528,5 millions. Il se compose essentiellement des produits des transports (256,1 millions de francs) et des indemnités (184,3 millions de francs). Le segment Mobilité des voyageurs a en outre enregistré 59,9 millions de francs de prestations propres et 28,3 millions de francs d'autres produits.¹

Évolution du chiffre d'affaires Mobilité des voyageurs en millions de francs

Produits des transports

Variation par rapport à l'année précédente

+9,4%

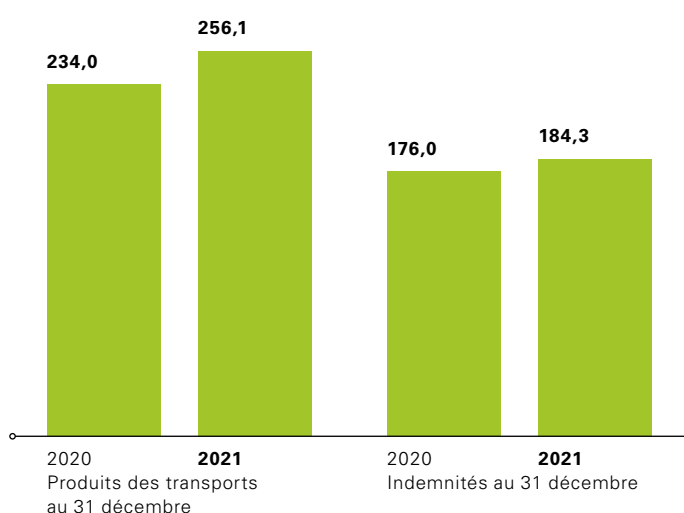
+22,1

Indemnités

Variation par rapport à l'année précédente

+4,7%

+8,3



Produits des transports

Les produits des transports se sont élevés à 256,1 millions de francs au cours de l'exercice sous revue et ont donc augmenté de 22,1 millions par rapport à l'année précédente (+9,4 pour cent). En 2021, la baisse de la demande nationale dans le trafic voyageurs (mesurée en voyageurs-kilomètres) est estimée comme toujours à 34 pour cent par rapport à la période pré-pandémique, mais est 8 pour cent plus élevée qu'à l'exercice précédent. Chez BLS, les produits des transports dans le trafic régional Rail ont diminué de 13,7 millions de francs en raison de la cession d'une ligne au Trafic grandes lignes, de changements dans la comptabilisation des régularisations au jour près des abonnements et des reculs de chiffres d'affaires imputables aux nouvelles parts de clés de répartition des abonnements. Le trafic régional Bus se situe au même niveau qu'à l'exercice précédent en termes de chiffre d'affaires. Le service de navigation a enregistré une hausse des recettes des billets supérieure à 1,7 million de francs. Le transport autos affiche une augmentation des produits de transport de 6,5 millions de francs, dont 3,3 millions sont liés à une plus forte demande. Les 3,2 millions de francs restants s'expliquent par la correction unique entreprise en 2020 au niveau des cartes multiconcours dans le domaine non indemnisé.

Le trafic grandes lignes a enregistré une hausse du produit des transports de 27,6 millions de francs. Cela s'explique par le léger redressement de la demande sur la ligne actuelle Bern – Biel/Bienne, et la reprise deux lignes de trafic grandes lignes Bern – Olten et Bern – La Chaux-de-Fonds.

Indemnités

Le trafic régional Rail ainsi que le trafic régional et local Bus sont indemnisés par les cantons commanditaires et la Confédération, tandis que le transport autos au Simplon est indemnisé par le canton du Valais. En 2021, BLS a reçu 152,3 millions de francs d'indemnités ordinaires. Par rapport à l'année précédente, les indemnités ordinaires ont ainsi baissé de 14,1 millions de francs (-8,5 pour cent). Cette réduction s'explique principalement par les corrections apportées dans le domaine des indemnités ces dernières années, par des effets de synergie dans le trafic grandes lignes et par la cession de la ligne InterRegio Bern – Neuenburg – La Chaux-de-Fonds au Trafic grandes lignes. À cela s'ajoute les 32,0 millions de francs d'aide demandés à la Confédération.

¹ Les autres produits comprennent notamment les ventes de matériel, les prestations de construction et d'entretien, les produits nets résultant des produits des commissions et les diminutions de produit.

Évolution du chiffre d'affaires Infrastructure

Durant la période écoulée, BLS a facturé 72,4 millions de francs aux entreprises de transport ferroviaire (ETF) qui circulent sur son infrastructure pour l'utilisation de celle-ci (-5,3 millions de francs par rapport à l'année précédente).

Cela s'explique principalement par le recul du chiffre d'affaires des produits des sillons induit par le coronavirus et la moindre part des contributions de couverture en raison de la diminution des produits des transports des entreprises de transport concessionnaires.

Outre les contributions pour l'utilisation de son infrastructure, le segment Infrastructure se finance principalement via les indemnités provenant du fonds d'infrastructure ferroviaire.

Au total, les indemnités ont augmenté, passant de 243,6 millions à 283,0 millions de francs.

L'indemnité pour la couverture des frais d'exploitation a baissé, passant de 63,6 millions à 59,5 millions de francs en raison du démarrage d'une nouvelle période de convention de prestations de quatre ans.

L'indemnité d'amortissement – une combinaison d'amortissements, de sorties d'immobilisations et de prestations de projet non portées à l'actif – peut varier fortement selon les projets et la mise hors service d'installations.

Au cours de l'exercice sous revue, elle a augmenté de 43,6 millions à 223,6 millions. Cette variation est principalement imputable aux sorties d'immobilisations exceptionnellement élevées et à des boucléments de projets.

Le segment Infrastructure a par ailleurs enregistré 38,9 millions de francs de prestations propres (-14,8 pour cent) et 28,7 millions de francs d'autres produits (+5,8 pour cent).

La baisse de ces premiers est due au volume de prestations très important de construction réalisées pour des tiers et de prestations liées à la transformation d'ateliers de la mobilité des voyageurs l'année précédente.

Évolution du chiffre d'affaires Infrastructure en millions de francs

Utilisation d'infrastructures
Variation par rapport à l'année précédente

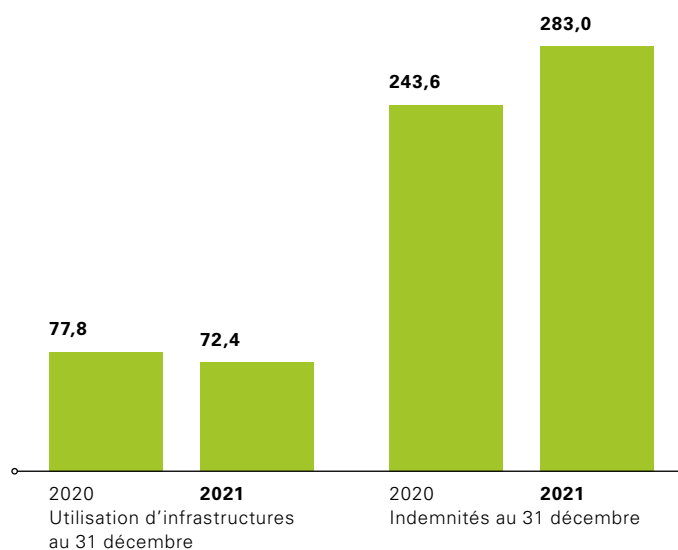
-6,9%

-5,3

Indemnités
Variation par rapport à l'année précédente

+16,2%

+39,4





Évolution du chiffre d'affaires Trafic marchandises

Le segment Trafic marchandises englobe les participations de BLS dans BLS Cargo SA (52 pour cent) et dans RAlpin SA (33 pour cent).¹ L'année dernière, le chiffre d'affaires du segment Trafic de marchandises est resté au même niveau que l'exercice précédent, à 269,7 millions de francs (-0,3 pour cent). Après avoir décliné à cause de la pandémie en 2020, la demande de transport a sensiblement augmenté l'année dernière. Le volume de trafic de BLS Cargo a augmenté de près de 10 pour cent et atteint environ 22'000 trains. L'un des principaux défis rencontrés a été la gestion des nombreuses fermetures de lignes en raison de chantiers, notamment dans le réseau ferroviaire allemand.

Évolution du chiffre d'affaires Trafic marchandises en millions de francs

Variation par rapport à l'année précédente

-0,3%

-0,8



¹ La société RAlpin est consolidée selon la méthode de mise en équivalence et est par conséquent uniquement prise en compte dans le résultat.

Évolution du chiffre d'affaires Immobilier

Avec un chiffre d'affaires de 3,6 millions de francs, le segment Immobilier est le plus petit de BLS. BLS Immobiliers SA gère ses immeubles et se concentre principalement sur le développement de ses propres terrains. Durant l'exercice sous revue, son chiffre d'affaires a augmenté de 1,4 million de francs (+64,5 pour cent). Cette hausse est principalement imputable à la vente partielle d'un segment terrestre et aux effets positifs des impôts latents.

La pandémie a eu un impact marginal sur les ventes d'immeubles mais elle a encore freiné l'avancée des projets de développement.



Autres produits/activités du groupe

Totalisant 76,9 millions de francs, les autres produits/activités du groupe ont augmenté de 4,3 millions de francs par rapport à l'année précédente, ce qui s'explique majoritairement par la hausse des produits des ateliers et des produits de location.

Charges d'exploitation

En 2021, les charges d'exploitation (hors charges de personnel) ont progressé de 19,2 millions de francs pour s'établir à 520,2 millions (+3,8 pour cent). Le rapport entre les charges d'exploitation et le chiffre d'affaires est de 43,7 pour cent (contre 45,0 pour cent l'année précédente).

Les prestations d'exploitation de tiers ont diminué de 10,5 millions de francs (-3,9 pour cent), ce qui est majoritairement dû à la réduction des coûts des prestations de transport.

Les charges de matériel ont augmenté de 2,8 millions de francs (+3,9 pour cent), le principal facteur de coûts étant l'entretien accru des voies ferrées. Les autres charges d'exploitation ont globalement augmenté de 26,9 millions de francs. Ces charges supplémentaires s'expliquent comme suit:

- hausse des charges à la suite de sorties d'immobilisations et de mises au rebut (+28,2 millions de francs par rapport à l'exercice précédent)
- hausse des coûts du courant de traction (+3,2 millions par l'exercice précédent)
- hausse des frais de maintenance (+1,3 million par rapport à l'exercice précédent)

Cet effet est atténué par la diminution des dépenses pour les dommages assurés (4,7 millions de moins que l'exercice précédent) et des frais d'administration (-1,4 million de francs).

Charges de personnel

Durant la période sous revue, les charges de personnel ont atteint 398,2 millions de francs, contre 378,2 millions l'année précédente. Le nombre d'emplois à temps plein (ETP) a progressé et s'élève à 3240,1 (+94,5).

L'augmentation de 19,9 millions de francs (+3,8 pour cent) connaît trois causes:

- Dans le segment Trafic de marchandises, les charges de personnel affichent une hausse de 4,0 millions de francs à la suite, essentiellement, de la hausse de l'effectif de mécaniciens de locomotive et de l'élargissement du service clientèle.
- Dans le segment Mobilité des voyageurs, dans les services de production ferroviaire et dans les fonctions centrales, les ETP ont augmenté d'environ 7,0 millions de francs suite à l'exploitation de la ligne du trafic grandes lignes supplémentaire et de gros projets (ateliers, nouveau parc de véhicules, remises en état).
- Divers effets exceptionnels positifs en 2020 (chômage partiel, dissolution partielle de la provision de restructuration), représentant au total 9,0 millions de francs, ont disparu en 2021.

Charges d'exploitation

en millions de francs

Variation par rapport à l'année précédente

+3,8%

+19,2



Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)

Le résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA) a progressé de 37,9 millions au cours de l'exercice et s'est établi à 271,2 millions de francs. La marge EBITDA a augmenté de 21,0 à 22,8 pour cent.

Proportionnellement, le chiffre d'affaires (+77,0 millions de francs) a augmenté davantage que les charges (+39,1 millions de francs), ce qui s'explique surtout par les importants coûts fixes de BLS. L'horaire et l'infrastructure ont été maintenus jusqu'au confinement au printemps 2020; les coûts fixes sont dès lors restés au niveau habituel malgré la baisse du nombre de voyageurs. Un léger redressement du trafic voyageur, ainsi que les lignes supplémentaires et les aides de la Confédération ont entraîné une croissance disproportionnée du chiffre d'affaires.

Amortissements

Durant la période sous revue, les amortissements ont augmenté de 9,1 millions pour atteindre 267,1 millions de francs.

Les amortissements sur les immobilisations corporelles ont augmenté de 11,7 millions de francs, tandis que ceux sur les immobilisations incorporelles ont diminué de 2,5 millions. Les amortissements de l'exercice sous revue comprennent une correction de valeur sur des terrains du segment Infrastructure de 2,2 millions de francs. La hausse des amortissements est principalement imputable au nouveau matériel roulant, aux ateliers mis en service et aux gares rénovées.

Résultat d'exploitation

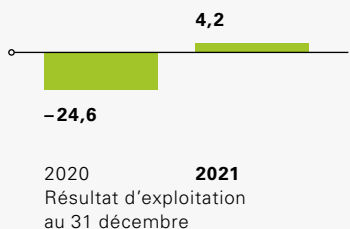
Le résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT) s'est élevé à 4,2 millions de francs durant l'exercice écoulé.

Par rapport à l'année précédente, l'EBIT a augmenté de 28,8 millions de francs et la marge EBIT est passée de -2,2 à 0,3 pour cent.

Résultat d'exploitation EBIT en millions de francs

Variation par rapport à l'année précédente

+28,8



Résultat financier, impôts, résultat extraordinaire

Au cours de l'exercice sous revue, les charges financières nettes ont baissé de 8,8 millions de francs pour s'établir à 11,0 millions.

Dans le cadre de la correction de la situation financière, une réserve de 9,1 millions de francs a été constituée pour les potentiels intérêts moratoires sur les indemnités reçues en trop. Ce facteur exceptionnel a disparu durant l'exercice sous revue.

Au cours de cet exercice, les impôts sur le résultat ont augmenté de 0,5 million pour s'établir à 1,2 million de francs.

Avec la dissolution de provisions à hauteur de 1,5 million de francs, le résultat extraordinaire traduit la finalisation du remboursement des indemnités perçues en trop.




Bénéfice net et participations minoritaires

La perte de l'entreprise, participations minoritaires incluses, pour l'exercice écoulé s'élève à 6,5 millions de francs, soit une augmentation de 38,5 millions par rapport à l'année précédente. La part des participations minoritaires a diminué de 8,6 millions de francs par rapport à l'exercice précédent en raison de la contribution négative de l'infrastructure au résultat. Après déduction des participations minoritaires, il en résulte donc une perte nette de 3,6 millions de francs. Les résultats de chaque segment sont les suivants:

Bénéfice du groupe par segment

en millions de francs

	Mobilité des voyageurs	Infrastructure	Trafic de marchandises	Immobilier	Corporate/ autre	Éliminations	Total BLS
Au 31.12.2021							
Résultat d'entreprise	1,6	-10,5	8,2	1,8	0,6	-8,1	-6,5
Participations minoritaires	0	7,0	-4,0	0	-0,2	0	2,9
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	1,6	-3,5	4,2	1,8	0,4	-8,1	-3,6
Au 31.12.2020							
Résultat d'entreprise	-49,1	7,3	0,4	0,1	-3,7	0	-45,1
Participations minoritaires	0,1	-4,9	-0,5	0	-0,5	0	-5,7
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	-49,0	2,3	-0,1	0,1	-4,2	0	-50,8

- Le résultat du segment Mobilité des voyageurs tient compte des 34,6 millions de francs d'aides demandées pour le trafic régional Rail et Route, le transport autos et le service de navigation.
- Le résultat du segment Infrastructure a été principalement marqué par la diminution des contributions de couverture pour les sillons (en raison du plus faible produit des transports chez les entreprises de transport concessionnaires) et la révision des prix des sillons en 2021 (prix moins élevés). Par rapport à une année normale, l'effet du coronavirus sur les sillons et le résultat s'élève à 6,2 millions de francs.
- Comme en 2020, BLS Cargo a renoncé en 2021 aux aides COVID de l'État et a enregistré un résultat d'entreprise positif grâce à la demande de transport satisfaisante. RALpin, en revanche, a demandé une aide financière à la Confédération. Au total, le segment Trafic de marchandises clôture l'exercice sur un bénéfice après participations minoritaires de 4,2 millions de francs.
- Le segment Corporate est celui qui a été le moins touché par la pandémie de coronavirus. Les variations de valeurs dans le résultat résultent principalement de frais de sinistres en baisse (4,7 millions de francs par rapport à l'année précédente), des facteurs exceptionnels (apport en nature avec bénéfice intermédiaire; dividendes) et de l'augmentation des prestations d'atelier (0,9 million). Les coûts pris en charge par le groupe (par ex. Taskforce Covid, projets du groupe) atténuent cet effet positif.
- La suppression du bénéfice intermédiaire résulte du déplacement d'immeubles aux valeurs du marché au sein des différents segments et au dividende versé au prorata à BLS Cargo SA.
- Le segment Mobilité des voyageurs regroupe différents modèles d'affaires, dont certains donnent droit à des indemnités et font dès lors l'objet d'un rapport réglementaire. En vue d'offrir une plus grande transparence, les résultats à communiquer sur le plan réglementaire sont indiqués ci-après. Par comparaison avec le résultat du segment, la différence découle majoritairement de deux composantes: la dissolution de réserves latentes (entraînant une amélioration du résultat) n'est pas prise en compte dans le résultat établi selon les normes Swiss GAAP RPC et les frais de management de la Mobilité des voyageurs ainsi que les frais uniques ne sont pas inclus dans les résultats à communiquer sur le plan réglementaire. 

Résultats des sous-domaines de la Mobilité des voyageurs¹

en millions de francs

	2021	2020
Trafic régional Rail national	0,3	-0,7
Trafic régional Rail international	-0,4	-0,8
Trafic régional et local Bus	-0,7	0,1
Transport autos	2,3	-4,9
Service de navigation	0,2	-4,1
Trafic grandes lignes	7,3	-2,7

¹ Les résultats se fondent sur la base de données réglementaire.

3 Situation de fortune et financement


À la suite des activités opérationnelles et des gros investissements qui en découlent, la somme du bilan a augmenté de 95,2 millions de francs en glissement annuel (+1,7 pour cent). Alors que les capitaux propres ont diminué de 8,5 millions de francs en raison du résultat négatif, la croissance de la somme du bilan a été financée par 103,7 millions de francs de capitaux de tiers.

Les principaux changements au niveau de l'actif portent sur les liquidités, les actifs transitoires, ainsi que sur les immobilisations corporelles et financières. La hausse de 23,4 millions de francs des liquidités et la baisse de 19,4 millions de francs des immobilisations financières s'expliquent essentiellement par la dissolution de dépôts à terme (20,0 millions nets). Les actifs transitoires ont augmenté de 38,2 millions en tout, notamment en raison des aides attendues de la part de la Confédération. La hausse de 45,6 millions de francs pour les immobilisations corporelles résulte du maintien des opérations d'investissement à un niveau élevé. Outre plusieurs grands projets d'infrastructure, ces dernières comptent notamment des paiements pour du matériel roulant (trafic grandes lignes, trafic régional voyageurs) et des travaux de transformation des ateliers.

Au cours de la période sous revue, l'actif circulant net opérationnel¹ est passé de -5,7 millions à +21,0 millions de francs. Les causes principales de cette évolution sont un actif circulant (hors liquidités) de 48,6 millions de francs en hausse à la date du bilan, ainsi qu'une augmentation des autres engagements (+9,6 millions) et des comptes de régularisation passifs (+20,3 millions).

Sur le plan du financement, le maintien des opérations d'investissement à un niveau élevé a entraîné des hausses significatives au niveau des capitaux de tiers produisant des intérêts. Le groupe a notamment contracté 123,7 millions de francs supplémentaires de crédit sur l'ensemble de ses entreprises ainsi qu'un leasing financier (matériel roulant pour le trafic marchandises) de 7,3 millions de francs. Des prêts sans intérêt (Infrastructure) ont en outre été souscrits à hauteur de 9,1 millions de francs.

Durant l'exercice sous revue, les capitaux propres ont diminué de 8,5 millions de francs et les participations minoritaires, de 4,8 millions de francs. La part des capitaux propres a diminué, passant de 16,9 à 16,5 pour cent. Cette variation de 0,4 pour cent s'explique par le résultat négatif, un dividende versé au prorata aux participations minoritaires et la croissance de la somme du bilan évoquée, financée par des capitaux de tiers.

L'endettement net² a augmenté de 4353 millions de francs pour s'établir à 4'444 millions. Par rapport à l'EBITDA, l'endettement net a diminué de 18,7 fois pour passer à 16,4 fois. 

¹ Composé des créances/engagements résultant de livraisons et de prestations, des stocks de marchandises et des prestations non facturées, des autres créances/engagements ainsi que des comptes de régularisation actifs et passifs.

² L'endettement net est défini comme la différence entre capitaux de tiers, liquidités et créances résultant de livraisons et de prestations.

4 Flux monétaire

Le flux monétaire issu des activités d'exploitation se chiffre à 221,0 millions de francs pour l'exercice sous revue, ce qui correspond à une hausse de 112,2 millions par rapport à l'année précédente.


Cette hausse découle pour l'essentiel du résultat annuel, lequel affiche une perte de -3,6 million de francs (+47,2 millions de francs par rapport à l'année précédente), et de la variation à la date du bilan de l'actif circulant net de +72,9 millions de francs.

Le flux monétaire issu des activités d'investissement a atteint 327,9 millions de francs en 2021. Cela correspond à une baisse de 1,3 million de francs par rapport à l'année précédente, la somme nette investie dans les immobilisations corporelles ayant augmenté de 56,1 millions de francs, tandis que celle investie dans les immobilisations financières a diminué de 58,5 millions de francs. Ces variations au niveau des immobilisations financières découlent principalement des variations des dépôts à terme. En valeurs brutes, 344,4 millions de francs ont été investis dans des immobilisations corporelles durant l'exercice sous revue, les nouveaux investissements les plus importants émanant de la BLS SA (142,1 millions de francs), de BLS Netz AG (187,0 millions de francs) et du trafic grandes lignes (13,6 millions de francs). Chez la BLS SA, les investissements portent principalement sur l'acquisition de 52 nouveaux trains régionaux et la modernisation des ateliers. Chez BLS Netz AG, les investissements ont été réalisés dans le cadre du maintien général de la qualité du réseau, avec notamment la mise en application de la loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand). Les investissements pour le trafic grandes lignes concernent essentiellement des versements pour du matériel roulant.

Il en résulte un flux de trésorerie disponible négatif de 106,8 millions de francs pour 2020.

Le flux monétaire issu des activités de financement s'élève à 130,7 millions de francs pour la période sous revue, ce qui correspond à une réduction de 42,0 millions par rapport à l'année précédente. Cette réduction est principalement imputable au financement de BLS trafic longues distances SA réalisé en 2020 pour sa dotation en capital (78 millions de francs). Sans tenir compte de ce facteur exceptionnel, le groupe BLS a dû lever 36 millions de francs de plus qu'à l'exercice précédent.

Durant l'exercice écoulé, 132,4 millions de francs de capitaux de tiers ont été versés en espèces. L'entreprise a recouru au marché du crédit pour les financements produisant des intérêts (124,4 millions de francs), tandis que les emprunts sans intérêt et remboursements de 14,3 millions de francs proviennent essentiellement du fonds d'infrastructure ferroviaire. D'autre part, 6,3 millions de leasing de financement ont été remboursés.

Il en résulte une variation nette positive des liquidités de 23,9 millions de francs, qui s'élevaient donc à 158,7 millions de francs à la fin de l'exercice 2021. 

Flux de trésorerie disponible
en francs

-106,8
millions

Investissements dans des immobilisations corporelles en millions de francs

Variation par rapport à l'année précédente

+18,9%

+54,8

289,6

344,4

2020

2021

Investissements dans des immobilisations corporelles au 31 décembre

5 Appréciation du risque

La BLS SA évolue dans un environnement fortement régulé et dominé par des acteurs institutionnels. Le dernier exercice a été fortement impacté par la pandémie. Aussi la BLS SA a-t-elle intensifié et professionnalisé ses activités de gestion des risques, ce qui se traduit tout particulièrement par des intervalles d'actualisation plus courts des inventaires des risques dans les unités commerciales et les filiales, l'implication directe de la direction et du conseil d'administration dans la gestion des risques stratégiques et par une planification basée et ajustée au facteur risque.

Objectifs et organisation

La BLS SA opère une gestion des risques à l'échelle du groupe, qui est axée sur les besoins du conseil d'administration et de la direction du groupe. Afin d'assurer une gestion d'entreprise efficace, la gestion des risques fait partie intégrante de la planification d'entreprise est un instrument de gestion, elle complète les prévisions financières et intervient directement dans la prise de décisions. Sur le plan opérationnel, elle aide les cadres dirigeants à prioriser les champs d'action et les mesures. Les thèmes et projets prioritaires et actuellement jugés comme des risques hautement critiques sont repris sur une Heat Map et passés en revue toutes les deux semaines par la direction. Pour la BLS SA, la gestion des risques est l'affaire de la direction.

Une matrice d'évaluation des risques uniforme à l'échelle du groupe constitue le fondement de l'évaluation, de la catégorisation et du reporting standardisé des risques. Dans les divisions, les filiales et les équipes de projets, les risques sont identifiés et évalués. Les mesures définies font l'objet d'un suivi régulier et sont agrégées et harmonisées à l'échelle du groupe. Les risques financiers sont dotés de paramètres quantitatifs dans le cadre de l'élaboration du budget et présentés sous forme agrégée dans le rapport sur le budget.

Fonctions d'assurance

Le conseil d'administration de la BLS SA a adopté une politique d'assurance reposant sur neuf domaines, qui vient renforcer la surveillance et la gestion d'entreprise au niveau de la seconde ligne de défense (modèle des trois lignes de défense) dans les domaines suivants: risques, sécurité (au travail), conformité, système de contrôle interne (SCI), gestion de l'information, qualité et durabilité. Chaque année, la direction réalise une appréciation du risque à l'intention du conseil d'administration. Dans son rapport sur les risques, elle présente notamment les risques majeurs actuels de la BLS SA.

Conformément à la politique d'assurance, il convient d'assurer un suivi harmonisé des mesures tous domaines confondus, en tenant compte de toutes les mesures sur les risques, les observations d'audit, la prévention de compliance et le SCI. Les travaux entamés doivent se poursuivre en 2022 et un outil devrait venir remplacer la saisie manuelle.

Politique, directive et formations

Durant l'exercice écoulé, la BLS SA a accordé une importance particulière à la révision de sa politique en matière de risques et des directives incluses dans la politique d'assurance. Dans la perspective des formations en gestion des risques, elle a entamé les préparatifs des modules de formation. L'objectif est d'aboutir à une formation généralisée pour les responsables des risques dans les divisions, les responsables des processus, mais aussi les chefs de projets et de programmes.

Radar des risques

Au troisième trimestre de 2021 a eu lieu pour la première fois un radar des risques stratégiques, avec l'intervention de la direction et du conseil d'administration. À l'aide d'un questionnaire structuré, la BLS SA a déterminé, à partir du catalogue général des «facteurs de réussite décisifs» d'une entreprise, les facteurs les plus pertinents pour elle. Elle en a déduit 17 thèmes d'opportunités et de risques qu'il faut encore évaluer individuellement. Ces thèmes ont été approfondis lors d'un atelier sur les risques avec la direction en novembre, et les résultats ont été intégrés dans les inventaires des risques des divisions.

Les facteurs de risques jugés les plus importants sont la situation en termes de coûts et les risques liés à un nouveau modèle de gestion. Les mesures définies seront traitées en priorité par la direction.

Situation en matière de risque et principaux risques

Les changements survenant dans l'environnement réglementaire influencent le travail de la BLS SA à de nombreux égards.

Les principaux thèmes déterminants pour le résultat sont les suivants:

Environnement réglementaire

- L'exécution et la coordination des processus d'offre dans le trafic régional voyageurs sont plus fastidieuses et plus poussées en raison des changements dans le système de financement et des exigences accrues des commanditaires.
- Malgré les répercussions de la pandémie de coronavirus sur la marche des affaires en 2021, les risques financiers sont restés sous contrôle.
- Néanmoins, la limitation de la marge de manœuvre réglementaire et la hausse potentielle de la pression sur les coûts engendrée par les effets à moyen terme de la pandémie a un impact négatif sur les possibilités de développement de l'entreprise.

Développement ou limitation des activités

- Infrastructure: la concession d'infrastructure n'a été prolongée que de trois ans. Durant cette période, la nouvelle convention d'actionnaires devrait voir le jour.
- Trafic grandes lignes: l'entrée sur le marché du trafic grandes lignes avec autofinancement des lignes concernées présente des risques pour les produits, lesquels se sont concrétisés en raison de la pandémie de COVID-19. La relation complexe avec la maison mère impose de la transparence en matière de gouvernance, de comptabilité et de conformité pour réduire les risques.
- Immobilier: la mise en place du segment Immobilier requiert d'importants capitaux de tiers en plus des fonds propres. Le marché immobilier doit être suivi de très près. La mise en œuvre du business plan Développement des sites et de la stratégie en matière de portefeuille immobilier devrait augmenter la rentabilité des gares comme immeubles de placement.
- Service de navigation: BLS souhaite créer une base saine pour le service de navigation et la positionner durablement sur le marché du tourisme. En 2020, le conseil d'administration a décidé d'appliquer un nouveau modèle d'affaires et à compter de janvier 2022, BLS navigation SA sera exploitée en tant qu'entreprise autonome et dirigée par un conseil d'administration et une direction qui lui sont propres.

Sécurité de l'information et cyberrisques

Les cyberrisques restent un enjeu majeur. La raison en est la dynamique des évolutions techniques, les nombreuses possibilités d'attaque ainsi que la mise en réseau croissante de systèmes à l'échelle interentreprises. En pleine période de pandémie, les attaques à l'encontre de PME et d'infrastructures critiques se sont multipliées et beaucoup d'entreprises ont subi des attaques et des tentatives de chantage. En vue de réduire ces risques, BLS développe continuellement ses processus et systèmes sous l'angle de la détection précoce des cybermenaces et la protection contre celles-ci.

Risques opérationnels

Les services ferroviaires présentent un certain nombre de risques opérationnels qu'il convient de surveiller et de gérer en permanence. BLS porte actuellement une grande attention aux thèmes suivants:

- La réalisation d'un nouvel atelier est essentielle pour l'entretien des véhicules et la stabilité de l'exploitation ferroviaire et est à ce titre un projet phare. Le projet du site de Chliforst est interrompu.
- Compte tenu du taux d'utilisation élevé et de l'augmentation des travaux dans les années à venir, maintenir la qualité de l'exploitation ferroviaire ne sera pas chose aisée. Cala concerne en particulier les gros chantiers à Bern Wankdorf et dans les deux tunnels du Lötschberg. Les chantiers de courte durée comportent d'importants dangers pour les ouvriers. Les travaux avancent lentement en raison des directives strictes en matière de sécurité. Ils devraient se poursuivre jusqu'en 2024.
- Baisse des produits en raison de la pandémie de COVID-19: le confinement temporaire ordonné au printemps 2021 et les restrictions de voyage qui l'ont suivi pendant les deuxième, troisième et quatrième vagues de la pandémie de COVID-19 ont lourdement pesé sur nos activités en 2021. Dans le trafic voyageurs en particulier, nous assurons l'offre complète et supportons donc la totalité des coûts, alors que la fréquentation et les recettes sont en forte baisse.
- En décembre 2020, à la gare de Belp, deux trains MUTZ sont entrés en collision et l'accident a été signalé à l'OFT et au Service suisse d'enquête de sécurité (SESE). La Task Force immédiatement dépêchée a constaté un comportement au freinage inhabituel pour ces véhicules. Grâce aux mesures d'urgence engagées par BLS, la sécurité des voyageurs et des collaborateurs est assurée.

Gestion de l'obsolescence

Suite à des problèmes d'alimentation électrique, la plupart des climatiseurs des trains de type NINA sont tombés en panne. Ce dérangement s'est produit en raison d'une interaction électrique défavorable entre la ligne de contact et les véhicules. À la mi-avril, 23 NINA à trois voitures et 13 NINA à quatre voitures étaient défectueux. Les trains n'ont pas pu être climatisés en été. En raison d'un manque de pièces détachées, il a fallu réparer ces trains en deux étapes.

Sécurité au travail et protection de la santé (STPS)

Dans le domaine sécurité au travail et protection de la santé, les effets de la pandémie se font également sentir, avec un nombre de cas particulièrement élevé en novembre et décembre. Le taux d'absences total (maladie, maladie professionnelle (AP) et accident non professionnel (ANP)) a légèrement diminué par rapport à l'année précédente mais les coûts des absences restent élevés, à 16 millions de francs.

Le réseau Gsund@BLS prend encore de l'ampleur et à partir du deuxième trimestre de 2022, les HR Business Partners disposeront d'un outil – le tableau de bord Santé – qui leur simplifiera le travail avec les équipes de direction.


Concernant les accidents, deux collisions latérales ont été enregistrées lors de courses de manœuvre dans la production ferroviaire. Par rapport à l'année précédente, il y a eu une augmentation des collisions en bout de voies. Dans l'Infrastructure, les incidents ont reculé de 25 pour cent par rapport à l'année précédente, un chiffre réjouissant. Ce résultat a été assombri par un accident de haute tension en décembre, qui a occasionné des dommages sur une tierce personne. Les enquêtes sur cet accident sont encore en cours. BLS intègre immédiatement les leçons tirées dans ses formations quotidiennes car elle applique le principe de la tolérance zéro et accorde la plus haute priorité à la protection des collaborateurs et des tiers sur ses installations.

Assurances

En 2021, l'assurance responsabilité des organes a bien été renouvelée malgré les conditions de marché difficiles. Les dommages constatés sur les trains NINA (cf. ci-dessus) ont engendré des surcoûts et des frais de réparations que les primes en propre compte et l'assurance choses/AP ont permis de couvrir en partie.

Autres risques financiers

De par son activité, BLS est exposée à divers risques financiers, dont les risques de liquidité, de change, de taux et de contrepartie:

- Risque de liquidité: les liquidités doivent être garanties en permanence grâce à une planification continue, au suivi des fonds nécessaires, au maintien d'une réserve de liquidités minimales et aux lignes de crédit bancaire autorisées.
- Le risque de change est limité par des garanties naturelles et des opérations à terme sur devises. La stratégie de couverture est contrôlée régulièrement et adaptée en cas de besoin.
- Risque de taux: l'échelonnement des échéances et un éventail de financement équilibré réduisent le risque de taux. Au besoin, des instruments financiers dérivés peuvent être utilisés pour atténuer davantage le risque.
- Risque de contrepartie: les contreparties financières sont contrôlées et surveillées de manière continue, et doivent respecter des valeurs limites fixées au cas par cas. Les risques de contrepartie opérationnelle sont contrôlés de manière régulière. 

6 Perspectives

Sur la plan stratégique


En dépit des incertitudes liées aux conséquences à long terme de la pandémie de coronavirus, BLS maintient sa stratégie. Elle fait l'acquisition de nouveaux trains et de nouvelles locomotives pour le trafic voyageurs et le trafic marchandises pour remplacer les anciens véhicules. BLS poursuit en outre la modernisation de ses ateliers. Elle suit les plans de maintenance de son infrastructure et poursuit la planification de l'extension du tunnel de base du Lötschberg. Elle continue de développer le trafic grandes lignes et l'immobilier comme modèle d'affaires.

Sur le plan réglementaire

BLS entend faire preuve de plus de précision et de fiabilité dans la gestion des finances, la gestion de projets et les mécanismes de surveillance et de contrôle. Elle a lancé un projet en 2021 pour traiter les thèmes suivants, en concertation avec le Contrôle fédéral des finances et les commanditaires: gestion des finances, imputation correcte entre tous les modèles d'affaires de BLS et déroulement continu des processus. La mise en œuvre opérationnelle de ces adaptations des systèmes et processus est prévue pour le 1er janvier 2023.

Sur le plan financier

L'exploitation opérationnelle de la nouvelle BLS navigation SA démarrera le 1er janvier 2022.

Le groupe BLS poursuivra ses grands projets d'investissement en cours. Avec l'aide des nouveaux processus financiers, il devrait en résulter des modèles d'affaires durablement solides. L'exercice 2023 devrait livrer de premiers résultats en la matière. 

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS DU GROUPE BLS

7 Comptes annuels consolidés du groupe BLS

7.1 Compte de résultats du groupe

en milliers de francs

	Explications	2021	2020
Produits des transports	2	560'226	522'404
Indemnités	3	467'322	419'600
Prestations pour des tiers	4	20'003	17'502
Autres produits	5	48'347	46'217
Prestations propres		99'486	102'721
Variations de stocks de produits finis, de produits non finis et de prestations non facturées		-5'767	4'156
Total des produits d'exploitation		1'189'618	1'112'600
Charges de matériel		-73'413	-70'639
Charges de personnel	6 23 24	-398'157	-378'211
Prestations d'exploitation de tiers	7	-260'347	-270'812
Autres charges d'exploitation	8	-186'461	-159'601
Total des charges d'exploitation		-918'378	-879'263
Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)		271'240	233'337
Amortissements et corrections de valeur sur immobilisations corporelles	17	-259'936	-248'282
Amortissements et corrections de valeur sur immobilisations incorporelles	18	-7'146	-9'651
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT)		4'158	-24'596
Résultat d'entreprises liées		-12	-728
Produits financiers		2'032	968
Charges financières		-12'981	-20'000
Résultat financier	9	-10'962	-19'760
Résultat ordinaire		-6'804	-44'357
Résultat extraordinaire	10	1'459	0
Résultat d'exploitation avant impôts		-5'344	-44'357
Impôts	11	-1'165	-693
Résultat du groupe (participations minoritaires incluses)		-6'509	-45'050
Participations minoritaires		2'894	-5'731
Résultat du groupe (hors participations minoritaires)		-3'615	-50'781
Perte par action (en francs par action)			
Résultat non dilué/dilué par action	25	-0,08	-0,57

7.2 Bilan du groupe

en milliers de francs

Actifs	Explications	31.12.21	31.12.20
Liquidités	12	158'674	135'230
Créances résultant de livraisons et de prestations	13	63'692	74'102
Autres créances à court terme		11'499	5'985
Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées	14	99'750	84'450
Comptes de régularisation actifs	15	64'405	26'209
Total de l'actif circulant		398'021	325'976
Immobilisations corporelles	16	5'102'201	5'056'588
Immobilisations financières	17	64'909	84'359
Immobilisations incorporelles	18	22'633	25'617
Total de l'actif immobilisé		5'189'743	5'166'563
Total de l'actif		5'587'764	5'492'539
Passif			
Engagements financiers à court terme	22	171'617	75'997
Engagements résultant de livraisons et de prestations	19	52'790	60'834
Autres engagements à court terme	20	24'086	14'494
Provisions à court terme	23	25'047	74'660
Comptes de régularisation passifs	21	141'472	121'149
Total des capitaux de tiers à court terme		415'013	347'134
Engagements financiers à long terme	22	4'223'580	4'179'123
Autres engagements à long terme		1'321	1'317
Provisions à long terme	23	26'196	34'795
Total des capitaux de tiers à long terme		4'251'097	4'215'235
Total des capitaux de tiers		4'666'111	4'562'369
Capital-actions		79'442	79'442
Réserves issues du capital		113'784	113'784
Actions propres		-2'506	-2'506
Réserves issues des bénéfices		202'275	206'023
Total des capitaux propres hors participations minoritaires		392'995	396'744
Participations minoritaires		528'658	533'426
Total des capitaux propres		921'653	930'170
Total du passif		5'587'764	5'492'539

7.3 Tableau des flux de trésorerie consolidé

en milliers de francs

	2021	2020
Flux monétaire issu des activités d'exploitation		
Résultat du groupe	-3'615	-50'781
Participations minoritaires	-2'894	5'731
Résultat du groupe, participations minoritaires incluses	-6'509	-45'050
Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	264'633	256'606
Pertes résultant de dépréciations de valeur des immobilisations corporelles	2'449	1'327
Variation des corrections de valeur sur immobilisations financières	181	-5
Variation des provisions	-58'177	-14'083
Bénéfice résultant de l'aliénation d'actifs immobilisés	-1'287	-315
Perte résultant de la décomptabilisation/l'aliénation d'actifs immobilisés	32'493	4'250
Bénéfice sur sortie d'actifs immobilisés	31'207	3'935
Autres produits et charges sans incidence sur les fonds	-6'476	-15'472
Variation des créances résultant de livraisons et de prestations	10'387	-5'373
Variation des stocks de marchandises et des prestations non facturées	-15'301	14'709
Variation des autres créances et comptes de régularisation actifs	-44'149	6'431
Variation des engagements résultant de livraisons et de prestations	13'088	-52'633
Variation des autres engagements et comptes de régularisation passifs	29'692	-42'327
Bénéfice proportionnel selon la méthode de la mise en équivalence	12	728
Flux monétaire issu des activités d'exploitation	221'035	108'792
Flux monétaire issu des activités d'investissement		
Investissements dans des immobilisations	-344'379	-289'577
Désinvestissements d'immobilisations corporelles	1'337	2'587
Investissements dans des immobilisations financières	-4	-60'058
Désinvestissements d'immobilisations financières	20'033	21'549
Investissements dans des immobilisations incorporelles	-4'857	-3'645
Désinvestissements d'immobilisations incorporelles	5	18
Flux monétaire issu des activités d'investissement	-327'865	-329'126
Flux monétaire issu des activités de financement		
Variation d'engagements financiers à court terme	62'698	-38'467
Variation d'engagements financiers à long terme	69'731	211'176
Achat/vente d'actions propres	0	-5
Versements de dividendes des participations minoritaires	-1'728	0
Flux monétaire issu des activités de financement	130'701	172'704
Variation des liquidités	23'871	-47'629
Liquidités au 01.01	135'230	182'858
Différence de change	-427	2
Liquidités au 31.12	158'674	135'230
Variation des liquidités	23'871	-47'629

7.4 Tableau des capitaux propres du groupe

en milliers de francs

	Capital- actions ¹	Réserve issue du capital	Actions propres	Bénéfices non distribués (réserves issues des bénéfices)	Total hors participations minoritaires	Participations minoritaires	Total participations minoritaires incluses
Capitaux propres 01.01.2020	79'442	113'784	-2'501	256'647	447'372	527'863	975'235
Résultat du groupe	0	0	0	- 50'781	- 50'781	5'731	- 45'050
Achat/vente d'actions propres	0	0	- 5	0	- 5	0	- 5
Variation des participations minoritaires/ acquisition successive	0	0	0	141	141	- 192	- 52
Conversion de monnaies	0	0	0	17	17	24	41
Capitaux propres 31.12.2020	79'442	113'784	-2'506	206'023	396'744	533'426	930'170
Résultat du groupe	0	0	0	- 3'615	- 3'615	- 2'894	- 6'509
Achat/vente d'actions propres	0	0	0	0	0	0	0
Versements de dividendes aux actionnaires minoritaires	0	0	0	0	0	- 1'728	- 1'728
Variation des participations minoritaires/ acquisition successive	0	0	0	6	6	- 6	0
Reclassement	0	0	0	6	6	- 6	0
Conversion de monnaies	0	0	0	- 146	- 146	- 133	- 279
Capitaux propres 31.12.2021	79'442	113'784	-2'506	202'275	392'995	528'658	921'653

¹ Le capital-actions est réparti en 79'442'336 actions nominatives d'une valeur de 1 franc chacune et est entièrement libéré.

Montant total des réserves statutaires et légales non distribuables

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
BLS SA	53'922	55'995

Actions propres

	Unités	Prix ø en francs
Situation au 01.01.2020	2'973'509	
Achats	15'000	0.34
Ventes	0	-
Situation au 31.12.2020	2'988'509	
Achats	48	0.00
Ventes	0	-
Situation au 31.12.2021	2'988'557	

7.5 Annexe aux comptes annuels consolidés 2021

Principes de présentation des comptes

1 Informations générales

Les présents comptes du groupe ont été adoptés par le conseil d'administration de la BLS SA le 7 avril 2022. Ils doivent être approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

1.1 Bases de la présentation des comptes

Les comptes annuels consolidés se basent sur les comptes annuels des sociétés du groupe établis au 31 décembre 2021 selon des principes uniformes. Les comptes du groupe sont établis conformément à l'ensemble des recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC) et des dispositions du droit suisse ainsi que selon les directives complémentaires de la Swiss GAAP RPC 31 «Recommandation complémentaire pour les sociétés cotées».

La valeur d'acquisition, ou du coût de revient selon le cas, forme la base d'évaluation. Les comptes annuels consolidés se fondent ainsi sur des valeurs économiques et donnent une image fidèle et conforme à la réalité du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe. Les comptes annuels sont établis sur la base de la continuité de l'exploitation.

Les comptes du groupe sont présentés en francs suisses (CHF). Sauf indication contraire, tous les montants indiqués dans le rapport financier sont exprimés en milliers de francs suisses.

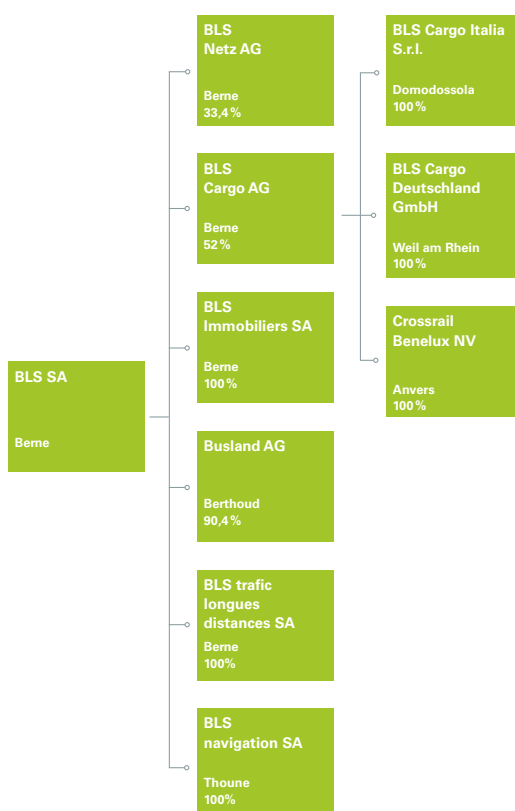
1.2 Date de clôture

L'exercice de référence s'étend sur douze mois pour toutes les sociétés. Le jour de clôture pour le groupe et pour toutes les entités entièrement consolidées est le 31 décembre.

1.3 Périmètre de consolidation

1.3.1 Consolidation globale

Les comptes du groupe incluent les comptes annuels de la BLS SA ainsi que ceux des sociétés dans lesquelles la BLS SA détient directement ou indirectement une participation majoritaire ou dans lesquelles elle exerce le contrôle de la politique financière et commerciale en vertu de dispositions contractuelles (BLS Netz AG). La consolidation globale comprend les sociétés suivantes:



1.3.2 Mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles la BLS SA détient entre 20 et 50 pour cent des voix ou exerce d'une autre manière une influence notable sont prises en compte dans la consolidation selon la méthode de la mise en équivalence des participations (intégration proportionnelle du capital et du résultat). Les participations mises en équivalence incluent les sociétés RAlpin SA, Sillon Suisse SA, KPZ Fahrbahn AG et JETBOAT Interlaken AG.

1.3.3 Modifications du périmètre de consolidation

La société BLS navigation SA a été créée le 16 décembre 2021. Elle est détenue à 100 pour cent par la BLS SA et est aussi entièrement consolidée. Par ailleurs, la société Sillon Suisse SA, dont la BLS SA détenait 25 pour cent de parts, a été liquidée durant l'exercice sous revue. La liste des participations figure à la page 54 des comptes annuels de la BLS SA.

2 Principes de consolidation

2.1 Consolidation du capital

La consolidation du capital est effectuée selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les coûts d'acquisition des participations consolidées sont imputés à hauteur des valeurs comptables des participations aux actifs nets des sociétés de participation à la date de l'acquisition ou de la première consolidation. Un goodwill entre les actifs nets identifiés et le prix d'acquisition dans le cadre de l'acquisition de participations est comptabilisé dans les valeurs incorporelles et amorti sur cinq ans. Un éventuel badwill, résultant de l'acquisition d'une participation, est directement comptabilisé dans le compte de résultats de l'année de la transaction. L'achat ou la vente partielle de droits de participation dans une société entièrement consolidée sans prise ou sans perte de contrôle est considéré comme une transaction entre bailleurs de capitaux propres. Un éventuel supplément ou une éventuelle décote s'applique en conséquence aux capitaux propres.

Les actifs et les passifs, tout comme les charges et les produits, sont compensés les uns contre les autres au sein du groupe.

2.2 Participations minoritaires

Les participations minoritaires au capital propre et au résultat du groupe qui sont présentées correspondent aux participations tierces au capital propre et au résultat des sociétés correspondantes qui sont calculées sur la base des rapports de participation en vigueur.

2.3 Conversion des monnaies étrangères

Les bilans établis en monnaie locale sont convertis au cours de change en vigueur à la date du bilan et les comptes de résultats des filiales étrangères, au cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion sont imputés aux réserves issues des bénéficiaires.

Les cours de change appliqués dans les présents états financiers sont les suivants:

Conversion des monnaies étrangères

	31.12.21	31.12.20
Bilan		
EUR/CHF	1,0341	1,0702
Compte de résultats		
EUR/CHF	1,0826	1,0830

2.4 Transactions avec des personnes proches de l'entreprise

Les pouvoirs publics, en particulier la Confédération suisse et le canton de Berne en tant que personnes proches, indemnisent les coûts non couverts de l'offre de transport commandée et octroient des prêts sans intérêts pour le financement de l'infrastructure. Sont également considérés comme des personnes proches de l'entreprise les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, les institutions de prévoyance du personnel ainsi que les membres de la direction et du conseil d'administration.

2.5 Dépréciation («impairment») d'actifs

Lorsqu'il existe des signes indiquant une dépréciation, la valeur intrinsèque des actifs à la date du bilan est examinée. Dès lors que la valeur comptable est supérieure à la valeur utile en tant que valeur actuelle des futures entrées et sorties de trésorerie attendues ainsi qu'à la valeur nette de marché, la valeur de l'actif est ajustée à la plus élevée de ces deux valeurs. La dépréciation affecte le compte de résultats.

3 Principes d'évaluation

3.1 Liquidités

Les liquidités incluent les avoirs en caisse, les avoirs bancaires, les avoirs auprès de la Poste ainsi que les dépôts à court terme d'une durée résiduelle n'excédant pas trois mois. Elles correspondent au poste «Liquidités» dans le tableau des flux de trésorerie. Elles sont comptabilisées à la valeur nominale.

3.2 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale, après déduction des corrections de valeur nécessaires à l'exploitation. Les risques de solvabilité concrets font l'objet d'une correction de valeur au cas par cas. Les créances non recouvrables sont amorties comme pertes.

3.3 Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût d'acquisition ou de fabrication, ou au montant net de leur valeur nette d'aliénation, si ce dernier montant est plus bas. Les coûts de fabrication comprennent tous les coûts de production, y compris les participations à des frais de production en commun. Grâce à l'application de correctifs jugés adéquats au vu des critères admis en gestion d'entreprise, il est tenu compte de tous les risques reconnaissables de pertes sur des travaux en cours. Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. La valorisation des stocks de marchandises s'effectue selon la méthode du taux de rotation. Les stocks à faible rotation sont dépréciés sur une durée maximale de dix ans. Les escomptes sont traités comme des réductions du prix d'acquisition.

Les régularisations des indemnités (écart entre l'année comptable et l'année d'horaire) sont comptabilisées à l'actif dans les stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées. Les variations des régularisations correspondantes sont comptabilisées au compte de résultats, directement dans les indemnités, car autrement la présentation des indemnités effectives est faussée.

3.4 Comptes de régularisation actifs et passifs

Les comptes de régularisation servent à comptabiliser les charges et les produits dans la période appropriée.

3.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à la valeur d'acquisition ou du coût de revient et sont amorties de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée. Les charges d'intérêt sont portées à l'actif lors d'acquisitions importantes de valeurs patrimoniales si un délai considérable est nécessaire avant la mise en service de la valeur patrimoniale. L'inscription d'intérêts à l'actif se fait sur la valeur d'immobilisation moyenne au taux moyen des capitaux de tiers. Les installations en cours de construction comportent également des acomptes sur immobilisations corporelles. Lors de l'acquisition de matériel roulant notamment, en raison de la production sur plusieurs années, plusieurs versements partiels sont traditionnellement effectués avant que les véhicules ne puissent être portés à l'actif et utilisés.

Périodes d'amortissement

	ans
Terrains non bâtis/ terrains (pas d'amortissement ordinaire)	
Bâtiments ¹	50–80
Voie ferrée	25–33
Tunnels, ponts, ouvrages de protection ²	50/80
Véhicules, bateaux ³	25–40
Technique ferroviaire, y c. systèmes de télécommunications	10–30
Matériel informatique et logiciels	4–10
Mobilier, appareils et outils	4–33

¹ Dans le domaine des bus, les bâtiments sont amortis sur 20 ans.

² La durée d'utilisation du tunnel de base du Lötschberg a été fixée à 80 ans en concertation avec l'OFT.

³ Les autobus sont amortis sur une période de sept à onze ans.

3.6 Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent des participations non intégralement consolidées avec une part d'au moins 20 pour cent des droits de vote, qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à la date du bilan (ajustement des coûts d'acquisition sur la base des bénéficiaires ou des pertes proportionnels ainsi que des dividendes perçus). Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements nécessaires, selon le principe de la valeur la plus basse. Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale en tenant compte des risques de solvabilité. Les impôts latents actifs sur des différences limitées dans le temps et sur des reports de pertes fiscales ne sont inscrits au bilan que s'il est probable qu'ils puissent être réalisés par des bénéficiaires futurs imposables.

3.7 Immobilisations incorporelles

Il s'agit de valeurs incorporelles acquises, qui comprennent principalement des logiciels informatiques et des licences. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou de fabrication et sont amorties linéairement sur une durée d'utilisation pouvant aller de quatre à dix ans. Les prestations propres visant au développement d'immobilisations incorporelles sont activées au coût de fabrication.

3.8 Dépréciation («impairment») d'actifs

Lorsqu'il existe des signes indiquant une dépréciation, la valeur intrinsèque des actifs à la date du bilan est examinée. Dès lors que la valeur comptable est supérieure à la valeur utile en tant que valeur actuelle des futures entrées et sorties de trésorerie attendues ainsi qu'à la valeur nette de marché, la valeur de l'actif est ajustée à la plus élevée de ces deux valeurs. La dépréciation affecte le compte de résultats.

3.9 Engagements

Les engagements résultant de livraisons et de prestations ainsi que les autres engagements à court terme sont comptabilisés à leur valeur nominale.

3.10 Provisions (à court et à long terme)

Des provisions sont constituées lorsqu'un événement passé

- aura vraisemblablement pour conséquence une obligation,
- l'exécution de cette obligation rend vraisemblablement nécessaire l'emploi de ressources présentant une utilité économique et
- lorsqu'il est possible d'évaluer de manière fiable l'importance de cet engagement.

L'évaluation repose sur des critères de gestion uniformes.

3.11 Engagements financiers (à court et à long terme)

Il s'agit, d'une part, de prêts sans intérêt octroyés par les pouvoirs publics dans le cadre de projets d'investissement liés au fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) selon l'art. 56 LCdF et les dispositions FTP*. Pour les prêts sans intérêt accordés par les pouvoirs publics, un remboursement peut être exigé si des fonds d'amortissement non réinvestissables sont disponibles dans le domaine Infrastructure de BLS Netz AG (cf. art. 49/4 LCdF). D'autre part, ce poste comprend des engagements portant intérêt pour des financements d'investissements de la BLS SA et d'autres sociétés du groupe. Les capitaux de tiers portant intérêt sont obtenus en partie sur le marché du crédit sous la forme de crédits bancaires et d'hypothèques classiques et en partie sur le marché des capitaux, sous la forme de placements privés et d'emprunts.

La part des engagements financiers à rembourser ou à compenser avec les indemnités dans un délai d'un an est présentée comme un engagement à court terme.

Ce poste est évalué à la valeur nominale.

* FTP = réalisation et financement de projets d'infrastructure de transports publics conformément à l'arrêté fédéral du 20 mars 1998

3.12 Impôts

Avec la Réforme des chemins de fer 2 et la révision connexe des actes normatifs sur les transports publics (RévTP), des modifications ont notamment été apportées aux normes fiscales. Du point de vue fiscal, la réglementation des exonérations fiscales accordées aux entreprises de transport concessionnaires occupe une place centrale. Dans le cadre de la révision, des normes d'exonération fiscale existantes ont été abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions. Les nouveaux articles de loi sont entrés en vigueur le 1er janvier 2010.

Les impôts latents sur les différences entre les valeurs internes au groupe et les valeurs fiscales sont provisionnés selon la méthode du report variable («liability method») et ajustés en permanence aux éventuelles modifications de la législation fiscale locale. En ce qui concerne les impôts latents également, il existe des incertitudes quant à l'imposition sur la base de la RévTP. Les taux d'imposition appliqués actuellement pour déterminer les impôts latents se montent à 21 pour cent. La comptabilisation au bilan s'effectue dans les provisions à long terme.

3.13 Comptabilisation du chiffre d'affaires

Les recettes sont comptabilisées dès lors que la prestation est fournie, que le montant des recettes peut être déterminé de façon fiable et que l'avantage économique correspondant va vraisemblablement être obtenu.

3.14 Sources des recettes

Les principales sources de recettes de BLS sont les produits du trafic voyageurs et du trafic marchandises, les produits découlant de l'utilisation d'infrastructures, les ventes de billets du transport autos et les prestations des pouvoirs publics.

Les produits du trafic voyageurs comprennent la part de BLS dans les recettes de la vente de billets individuels et d'abonnements, tels que les abonnements généraux, demi-tarif et communautaires. La part de BLS est calculée sur la base des comptages et relevés effectués par l'Union des transports publics. La structure des titres de transport recensés, le nombre de voyageurs comptés et les tronçons parcourus sont extrapolés aux recettes de chaque entreprise de transport.


Les produits du trafic marchandises et les recettes du transport autos sont comptabilisés sur la base des transports effectués durant la période considérée. Les produits de l'utilisation d'infrastructures correspondent aux produits des sillons que les entreprises de transport doivent verser pour circuler sur le réseau de BLS.

Les prestations des pouvoirs publics regroupent les prestations de la Confédération et des cantons pour l'infrastructure ferroviaire (sur la base de la loi fédérale sur les chemins de fer, LCdF) et le trafic voyageurs régional ainsi qu'en partie, pour le transport autos (sur la base de la loi sur le transport de voyageurs, LTV) à concurrence des coûts non couverts.

3.15 Engagements et créances conditionnels

Les engagements conditionnels rassemblent des cautionnements, des obligations de garantie, des constitutions de gages ainsi que d'autres engagements de nature conditionnelle. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale. Les créances conditionnelles sont comptabilisées si l'apport de l'avantage économique est probable.

3.16 Instruments financiers dérivés

Des instruments financiers dérivés sont éventuellement utilisés pour couvrir des opérations de base. Une comptabilisation avec effet sur les résultats est effectuée au moment de la réalisation. Le traitement des opérations de couverture est analogue à celui de l'opération de base couverte. 

7.6 Explications relatives aux comptes annuels consolidés

1 Rapport des segments

en milliers de francs

2021	Mobilité des voyageurs	Infrastructure	Trafic de marchandises	Immobilier	Corporate/ autre	Éliminations	Total BLS
Produit d'exploitation	528'533	422'967	269'666	3'615	76'902	-112'066	1'189'618
Résultat d'entreprise	1'587	-10'580	8'203	1'849	553	-8'120	-6'509
Participations minoritaires	-25	7'046	-3'974	0	-153	0	2'894
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	1'562	-3'534	4'229	1'849	399	-8'120	-3'615

2020	Mobilité des voyageurs	Infrastructure	Trafic de marchandises	Immobilier	Corporate/ autre	Éliminations	Total BLS
Produit d'exploitation	491'911	394'056	270'506	2'198	72'557	-118'628	1'112'600
Résultat d'entreprise	-49'137	7'257	390	123	-3'684	0	-45'050
Participations minoritaires	124	-4'925	-440	0	-490	0	-5'731
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	-49'013	2'332	-50	123	-4'174	0	-50'781

Les segments correspondent aux domaines d'activité stratégiques que le conseil d'administration de la BLS SA a définis comme niveau supérieur de la direction de l'entreprise dans le cadre de la stratégie actuelle. Le segment «Corporate/autre» englobe le produit d'exploitation et le résultat des affaires de tiers de la production ferroviaire ainsi que d'activités centrales du groupe.

2 Produits des transports

en milliers de francs

	2021	2020
Trafic régional Rail	165'553	179'266
Trafic régional Bus	3'671	3'633
Trafic voyageurs Navigation	10'721	9'071
Trafic grandes lignes	48'440	20'866
Utilisation d'infrastructures	34'849	36'885
Transport autos	27'678	21'155
Trafic de marchandises	269'314	251'529
Total	560'226	522'404

3 Indemnités

en milliers de francs

	2021	2020
Trafic régional voyageurs (convenu)	152'271	166'344
Trafic régional voyageurs (aide de la Confédération)	32'025	9'676
Infrastructure	283'026	243'580
Total	467'322	419'600

4 Prestations pour des tiers

en milliers de francs

	2021	2020
Prestations de véhicules et de personnel	1'833	1'911
Gares communes	554	537
Prestations de services	7'466	3'880
Prestations de construction et d'entretien	9'692	10'479
Ventes de matériel	1'837	1'905
Diminutions de produit et autres produits	-1'379	-1'210
Total	20'003	17'502

5 Autres produits

en milliers de francs

	2021	2020
Compensations de vente	7'549	7'664
Frais de distribution	3'472	3'230
Produits des activités de tour-opérateur	245	147
Autres produits accessoires ¹	25'084	17'904
Produits de loyers et de baux	10'712	16'958
Bénéfices résultant de la vente d'immobilisations corporelles	1'287	315
Total	48'347	46'217

¹ Dont la part de l'aide de l'État pour le service de navigation (l'aide comptabilisée en 2021 concerne les années 2021 et 2020.)

2'598

0

6 Charges de personnel

en milliers de francs

	2021	2020
Salaires	-301'872	-290'253
Primes de performance et à caractère social	-20'267	-16'200
Assurances sociales	-59'837	-54'537
Autres charges de personnel	-16'181	-17'211
Total	-398'157	-378'211

7 Prestations d'exploitation de tiers

en milliers de francs

	2021	2020
Utilisation d'infrastructures	-98'072	-97'976
Autre achat de prestations	-162'275	-172'837
Total	-260'347	-270'812

8 Autres charges d'exploitation

en milliers de francs

	2021	2020
Loyers	-41'210	-41'076
Courant de traction	-26'339	-23'135
Électricité générale et autre énergie	-5'632	-5'560
Assurances	-6'668	-6'683
Dégâts non couverts (franchises)	1'366	-3'343
Taxes et redevances (principalement TVA non récupérable)	-16'387	-16'163
Entretien et réparations Bâtiments	-1'554	-1'913
Entretien et réparations Véhicules	-6'036	-4'876
Entretien et réparations Machines, mobilier et tenues de travail	-4'011	-3'532
Publicité	-4'687	-4'545
Formation professionnelle et formation continue	-2'397	-2'641
Frais de gestion (impressions, communication, honoraires, rémunération du conseil d'administration, frais, dons et charges liées aux projets informatiques)	-40'411	-41'828
Pertes résultant de la vente/sortie d'immobilisations corporelles	-32'493	-4'306
Total	-186'461	-159'601

9 Résultat financier en milliers de francs

	2021	2020
Résultat des sociétés liées	- 12	- 728
Gains de change sur les devises	1'467	157
Intérêts, dividendes, gains de change et dissolution de corrections de valeur	565	811
Total des produits financiers	2'032	968
Intérêts, pertes de change sur titres, corrections de valeur	- 12'981	- 10'686
Intérêts moratoires liés aux prestations des pouvoirs publics	0	- 9'314
Total des charges financières	- 12'981	- 20'000
Total du résultat financier	- 10'962	- 19'760

10 Résultat extraordinaire en milliers de francs

	2021	2020
Produits extraordinaires	2'000	0
Charges extraordinaires	- 541	0
Total	1'459	0

À la suite d'une erreur dans la planification des recettes, la BLS SA avait reçu des indemnités trop élevées au cours des dernières années. Les recettes de la vente d'abonnements demi-tarif au sein de la communauté tarifaire Libero n'ont pas été incluses dans les offres du trafic régional voyageurs (TRV). Un accord a été conclu avec l'Office fédéral des transports (OFT) et les cantons pour le remboursement des indemnités excédentaires. L'affaire a conduit, en 2019, à la constitution d'une provision à hauteur de 38,4 millions de francs dans les comptes annuels statutaires de la BLS SA. Par ailleurs, une provision pour intérêts moratoires de 8,7 millions de francs a été constituée en 2020. L'accord final avec l'OFT et les cantons a été obtenu et signé durant l'exercice sous revue. A posteriori, il s'avère qu'il y avait 2 millions de francs de provision en trop pour les indemnités excédentaires. En revanche, il a fallu consacrer 0,5 million de francs aux intérêts moratoires en supplément de la provision.

11 Impôts en milliers de francs

	2021	2020
Impôts courants sur le résultat	- 1'968	- 101
Impôts latents sur le résultat	803	- 592
Total	- 1'165	- 693

Analyse des impôts sur le résultat en milliers de francs

	2021	2020
Impôts sur le résultat avant prise en compte des reports de pertes et de l'effet de résultats non imposables	- 1'115	- 9'559
Effet de la non-comptabilisation à l'actif de reports de pertes	0	1'513
Effet de l'utilisation de reports de pertes non comptabilisés à l'actif	- 1'502	- 172
Effet de résultats non imposables	2'908	8'815
Autres effets	875	96
Impôts sur le résultat après prise en compte des reports de pertes et de l'effet de résultats non imposables	1'165	693

Le taux d'imposition moyen à appliquer sur la base du résultat ordinaire imposable est de 20,9 pour cent (année précédente: 21,6 pour cent). Les reports de pertes non comptabilisés à l'actif s'élèvent à 38,3 millions de francs (année précédente: 42,3 millions).

12 Liquidités

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Caisse	1'122	1'757
Poste	1'016	2'197
Banque: moyens disponibles	156'262	131'020
Banque: moyens affectés à des fins déterminées ¹	274	256
Total	158'674	135'230

¹ Seuil de fonds**13 Créances résultant de livraisons et de prestations**

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Créances envers des tiers	62'238	72'720
Créances envers des sociétés liées	4'953	5'003
Corrections de valeur	- 3'498	- 3'621
Total	63'692	74'102

14 Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Matériel	24'137	23'455
Pièces détachées	63'808	60'896
Corrections de valeur Matériel et pièces détachées	- 34'065	- 35'582
Prestations non facturées	1'516	7'148
Indemnités	41'042	24'140
Travaux en cours	3'313	4'392
Total	99'750	84'450

15 Comptes de régularisation actifs

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Aide de l'État pour le trafic régional voyageurs ¹	40'570	9'676
Autres comptes de régularisation actifs	23'835	16'533
Total	64'405	26'209

¹ La régularisation en 2021 inclut l'aide pour les années 2021 et 2020 (y compris le montant régularisé de 9,7 millions de francs puisqu'il n'a pas encore été versé).

16 Immobilisations corporelles

en milliers de francs

Coûts d'acquisition	Terrains non bâtis	Terrains et constructions	Voie ferrée/ assise	Caténaire/ installations de sécurité	Véhicules/ bateaux	Immobilisations corporelles en leasing	Autres immobilisations corporelles	Installations en cours de construction	Total
Situation au 01.01.2020	936	511'503	3'425'594	1'726'803	2'133'614	0	102'935	567'175	8'468'561
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	-3'232	-3'232
Entrées	0	900	13'200	1'594	32'639	24'474	1'434	280'574	354'815
Sorties	0	-1'700	-6'821	-7'707	-22'111	0	-4'427	-26'271	-69'037
Transferts	0	12'412	27'685	18'313	71'658	0	10'991	-141'589	-529
Différences de cours	0	0	0	0	-1	0	-3	0	-4
Situation au 31.12.2020	936	523'116	3'459'659	1'739'003	2'215'799	24'474	110'931	676'656	8'750'574
<i>dont immeubles de rapport</i>	<i>0</i>	<i>75'590</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>5'890</i>	<i>81'480</i>
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	3'029	0	0	0	0	-1'690	1'339
Entrées	0	1'163	53'999	14'028	63'066	14'812	2'209	189'638	338'914
Sorties	0	-31'586	-27'180	-65'501	-40'279	0	-3'014	-26'501	-194'062
Transferts	265	25'371	206'853	93'024	79'149	1'646	3'003	-409'312	0
Différences de cours	0	0	0	0	-4	0	-83	0	-87
Situation au 31.12.2021	1'201	518'063	3'696'359	1'780'554	2'317'731	40'931	113'046	428'790	8'896'677
<i>dont immeubles de rapport</i>	<i>0</i>	<i>79'158</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>4'606</i>	<i>83'764</i>
Amortissements cumulés									
Situation au 01.01.2020	72	211'485	1'037'868	992'459	1'155'457	0	68'540	16'282	3'482'163
Amortissements programmés	0	10'583	75'436	75'056	78'454	175	7'250	0	246'955
Dépréciations de valeur	0	2'126	0	0	56	0	0	0	2'182
Imputations	0	0	0	0	-855	0	0	0	-855
Sorties	0	-1'644	-5'139	-7'244	-18'118	0	-4'315	0	-36'458
Transferts	0	-32	-1'455	1'574	-88	88	52	-140	0
Différences de cours	0	0	0	0	0	0	-1	0	-1
Situation au 31.12.2020	72	222'519	1'106'711	1'061'845	1'214'907	263	71'527	16'142	3'693'985
<i>dont immeubles de rapport</i>	<i>0</i>	<i>38'271</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>38'271</i>
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	707	0	0	0	0	-52	655
Amortissements programmés	98	10'857	78'712	74'908	83'947	1'765	7'199	0	257'486
Dépréciations de valeur	0	2'219	0	0	0	0	11	220	2'449
Sorties	0	-30'517	-16'332	-55'488	-38'632	0	-2'934	-16'130	-160'034
Transferts	-49	-37	17	-29	0	0	56	41	0
Différences de cours	0	0	0	0	-4	0	-62	0	-66
Situation au 31.12.2021	121	205'041	1'169'814	1'081'236	1'260'217	2'028	75'798	221	3'794'476
<i>dont immeubles de rapport</i>	<i>0</i>	<i>38'981</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>38'981</i>
Valeur comptable nette au 01.01.2020	864	300'018	2'387'726	734'345	978'157	0	34'395	550'893	4'986'398
Valeur comptable nette au 31.12.2020	864	300'596	2'352'948	677'158	1'000'893	24'211	39'404	660'514	5'056'588
Valeur comptable nette au 31.12.2021	1'080	313'022	2'526'545	699'318	1'057'514	38'904	37'249	428'569	5'102'201

Les dépréciations de valeur englobent 2,4 millions de francs d'immeubles durant l'exercice sous revue. L'année précédente, il avait fallu procéder à une correction de valeur à hauteur de 2,2 millions de francs pour les immeubles.

Les installations en cours de construction comportent 96,7 millions de francs d'acomptes (année précédente: 99,3 millions de francs).

Des intérêts de capitaux de tiers à hauteur de 0,3 million de francs ont été portés à l'actif au cours de l'exercice sous revue (année précédente: 1,2 millions de francs).

Les entrées incluent des investissements encore sans incidence sur la trésorerie au 31.12.2021, à hauteur de 31,4 millions (année précédente: 43,0 millions).

17 Immobilisations financières

en milliers de francs

	Titres	Participations sociétés liées	Impôts latents actifs	Autres immobilisations financières	Total
Coûts d'acquisition					
Situation au 31.12.2020	15'793	2'121	4'664	64'171	86'750
Variation 2021	-5	-37	762	-19'987	19'268
Situation au 31.12.2021	15'788	2'084	5'426	44'184	67'482
Corrections de valeur cumulées					
Situation au 31.12.2020	-1'965	-270	0	-156	-2'391
Variation 2021	-181	0	0	-1	-182
Situation au 31.12.2021	-2'146	-270	0	-157	-2'573
Valeur comptable nette au 31.12.2020	13'828	1'851	4'664	64'015	84'359
Valeur comptable nette au 31.12.2021	13'642	1'814	5'426	44'027	64'909

18 Immobilisations incorporelles

en milliers de francs

	Licences/franchisage	Logiciels	Autres valeurs incorporelles	Installations en cours de développement	Total
Coûts d'acquisition					
Situation au 01.01.2020	0	80'016	1'709	0	81'725
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	0	3'232	3'232
Entrées	0	1'318	0	2'327	3'645
Sorties	0	-455	0	0	-455
Transferts	0	2'763	0	-2'234	529
Différences de cours	0	0	-3	0	-3
Situation au 31.12.2020	0	83'642	1'707	3'325	88'674
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	-1'703	0	364	-1'339
Entrées	102	1'221	5	3'530	4'857
Sorties	0	-5'697	0	0	-5'697
Transferts	3'553	-2'360	0	-1'194	0
Différences de cours	0	-3	-46	0	-49
Situation au 31.12.2021	3'655	75'100	1'666	6'027	86'447
Amortissements cumulés					
Situation au 01.01.2020	0	52'587	1'257	0	53'845
Amortissements programmés	0	9'405	246	0	9'651
Sorties	0	-438	0	0	-438
Transferts	0	0	0	0	0
Différences de cours	0	0	0	0	0
Situation au 31.12.2020	0	61'554	1'503	0	63'057
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	-703	0	48	-655
Amortissements programmés	35	7'009	103	0	7'146
Sorties	0	-5'692	0	0	-5'692
Transferts	3'067	-3'019	0	-48	0
Différences de cours	0	-2	-41	0	-43
Situation au 31.12.2021	3'102	59'147	1'565	0	63'814
Valeur comptable nette au 01.01.2020	0	27'429	452	0	27'880
Valeur comptable nette au 31.12.2020	0	22'087	204	3'325	25'617
Valeur comptable nette au 31.12.2021	553	15'953	101	6'027	22'633

19 Engagements résultant de livraisons et de prestations en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Engagements envers des tiers	52'791	60'832
Engagements envers des sociétés liées	5	2
Total	52'790	60'834

20 Autres engagements à court terme en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Engagements envers des caisses de pension	3'969	3'508
Engagements envers des assurances sociales	8'605	4'195
Autres engagements envers des tiers	2'835	3'227
Autres engagements envers des sociétés liées	8'678	3'565
Total	24'086	14'494

21 Comptes de régularisation passifs en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Envers des tiers	66'523	57'353
Envers des sociétés liées	0	276
Abonnements	52'570	42'379
Envers le personnel	20'933	19'061
Envers des autorités étatiques	1'446	2'080
Total	141'472	121'149

22 Engagements financiers en milliers de francs

	À court terme à un an max.	À long terme à plus d'un an	Total
Engagements financiers durant l'exercice sous revue			
Engagements de leasing	1'777	27'520	29'297
Autres engagements financiers produisant des intérêts	163'244	756'465	919'709
Engagements financiers sans intérêt envers des participants	6'597	3'439'595	3'446'191
Total 2021	171'617	4'223'580	4'395'197
Engagements financiers de l'année précédente			
Engagements de leasing	3'635	18'393	22'028
Autres engagements financiers produisant des intérêts	65'760	730'426	796'186
Engagements financiers sans intérêt envers des participants	6'601	3'430'304	3'436'905
Total 2020	75'997	4'179'123	4'255'120

Opération de financement sans incidence sur les liquidités en milliers de francs

	2021	2020
Compensation du prêt servant au financement de matériel roulant avec les indemnités des pouvoirs publics	- 3'567	- 4'147
Compensation du prêt servant au financement de l'infrastructure avec les indemnités des pouvoirs publics	- 3'198	- 36'570
Conversion de contributions à fonds perdu en prêts FTP	1'607	- 1'393
Leasing financier	14'812	22'027
Différences de cours sur les engagements financiers	- 2'005	68
Total	7'649	- 20'016

Indications détaillées sur les obligations d'emprunt

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de francs
Numéro de valeur	44659568/ISIN CH0446595685
Taux d'intérêt	0,40% p.a.
Garantie	Cautionnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	Du 12 décembre 2018 au 12 décembre 2028
Remboursement	Le 12 décembre 2028 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,5 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 12 décembre 2018. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt. Le cours d'émission de 100,098 pour cent a entraîné une prime d'émission de 0,1 million de francs qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de francs
Numéro de valeur	44659569/ISIN CH0446595693
Taux d'intérêt	0,95% p.a.
Garantie	Cautionnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	Du 12 décembre 2018 au 12 décembre 2039
Remboursement	Le 12 décembre 2039 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,5 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 12 décembre 2018. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt. Le cours d'émission de 100,408 pour cent a entraîné une prime d'émission de 0,4 million de francs qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

Structure des échéances et conditions des engagements financiers

	Durée résiduelle de moins d'un an	Durée résiduelle d'un à cinq ans	Durée résiduelle de plus de cinq ans	Total 31.12.21	Dont garantis par des droits de gage immobilier	Taux d'intérêt
Exercice sous revue						
Crédits bancaires en CHF	63'000	45'000	91'500	199'500	20'095	0,1–0,9%
Crédits bancaires en EUR	–	–	14'477	14'477	–	0,9–2,2%
Prêts de tiers en CHF	100'244	160'000	353'968	614'212	–	–0,6–3,2%
Prêts d'actionnaires en CHF	6'597	–	3'331'115	3'337'711	–	0%
Prêts en CHF	–	–	200'000	200'000	–	0,4–1,0%
Leasing en EUR	1'777	–	27'520	29'297	–	1,2–1,4%
Total 2021	171'617	205'000	4'018'580	4'395'197	20'095	

	Durée résiduelle de moins d'un an	Durée résiduelle d'un à cinq ans	Durée résiduelle de plus de cinq ans	Total 31.12.20	Dont garantis par des droits de gage immobilier	Taux d'intérêt
Année précédente						
Crédits bancaires en CHF	39'000	20'000	56'500	115'500	20'152	0,1–0,9%
Crédits bancaires en EUR	1'400	9'800	7'000	18'200	–	0,9–2,2%
Prêts de tiers en CHF	25'000	145'000	290'000	460'000	–	–0,1–3,2%
Prêts d'actionnaires en CHF	6'601	–	3'436'425	3'443'027	–	0%
Prêts en CHF	–	–	200'000	200'000	–	0,4–1,0%
Leasing en EUR	0	–	18'393	18'393	–	1,2–1,4%
Total 2020	72'001	174'800	4'008'318	4'255'120	20'152	

23 Provisions

en milliers de francs

	Provisions des institutions de prévoyance ¹	Provisions dans le domaine du personnel ²	Provision de restructu- ration	Impôts latents	Autres provisions ^{3, 4, 5}	Total
Situation au 01.01.2020	13'894	15'672	12'270	253	81'457	123'546
Constitution	0	1'374	0	372	15'397	17'144
Utilisation	- 13'894	- 849	- 487	0	- 11'497	- 26'727
Dissolution	0	- 1'069	- 3'245	- 6	- 180	- 4'500
Différences de cours	0	0	0	0	- 8	- 8
Situation au 31.12.2020	0	15'129	8'538	619	85'169	109'455
Constitution	0	2'295	0	- 41	8'350	10'604
Utilisation	0	- 2'223	- 514	0	- 61'876	- 64'613
Dissolution	0	0	- 522	0	- 3'647	- 4'168
Différences de cours	0	- 2	0	0	- 34	- 35
Situation au 31.12.2021	0	15'199	7'502	578	27'963	51'243
Dont à court terme	0	501	2'362	0	22'183	25'047
Dont à long terme	0	14'698	5'140	578	5'780	26'196

¹ Voir explication 24.² Provisions pour primes de fidélité contractuelles futures au taux d'escompte de 1,5 pour cent (année précédente: 2 pour cent), provisions pour rentes transitoires AVS et autres provisions dans le domaine du personnel.³ Provisions pour sinistres avec une probabilité de survenance supérieure à 50 pour cent.⁴ Une provision de 29,35 millions de francs a été constituée en 2018 pour les différences de charges d'intérêt.

Durant l'exercice sous revue, 7,4 millions de francs de celle-ci ont été utilisés, comme lors des deux années précédentes.

⁵ Sur la provision existante au 31.12.2020 pour les recettes Libero incluant les intérêts moratoires à hauteur de 48,9 millions de francs, 48,7 millions ont été utilisés au cours de l'exercice sous revue et 0,1 million ont été dissouts.

24 Prévoyance du personnel

Réserve de cotisations d'employeur

en milliers de francs

	Valeur nominale 31.12.21	Renonciation à l'utilisation 31.12.21	Bilan 31.12.21	Diff. valeur nominale/ valeur au bilan 2021 31.12.21	Constitution 2021	Bilan 31.12.20	Résultat de la RCE dans les charges de personnel 2021	Résultat de la RCE dans les charges de personnel 2020
Institutions de prévoyance								
Institution de prévoyance de la BLS SA auprès de Symova	2'767	0	2'789	- 22	0	2'885	- 96	- 226
Institution de prévoyance de BLS Cargo SA auprès de Symova	1'212	0	1'205	6	0	1'103	102	43
Institution de prévoyance de Busland AG auprès de Symova	24	0	18	7	0	10	8	8
Total	4'003	0	4'012	- 9	0	3'997	14	- 175

Avantage économique/obligation économique et charges de prévoyance

en milliers de francs

	Excédent de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 ¹ 31.12.21	Part économique de l'entreprise		Variation avec effet sur les résultats durant l'exercice	Cotisations ajustées sur la période	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		31.12.21	31.12.20			2021	2020
Plans de prévoyance							
Plans de prévoyance avec excédent de couverture	99'073	0	0	-	29'703	29'703	27'523
Total	99'073	0	0	-	29'703	29'703	27'523

Les données de l'excédent et du défaut de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 reposent sur les résultats provisoires du 31 décembre 2021.

Le taux de couverture consolidé des caisses de prévoyance de BLS se monte à 120,2 pour cent au 31.12.2020 (année précédente: 112,7 pour cent).

¹ Jusqu'à un taux de couverture de 113,20 %, des réserves de fluctuation de valeur sont constituées. Un excédent de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 ne se produit qu'après le dépassement de cette valeur cible.

25 Perte par action

	2021	2020
Portefeuille d'actions au 01.01	79'442'336	79'442'336
Portefeuille d'actions au 31.12	79'442'336	79'442'336
Portefeuille moyen d'actions	79'442'336	79'442'336
Résultat du groupe (participations minoritaires incluses) en milliers de francs	-6'509	-45'050
Perte par action en francs	-0,08	-0,57

7.7 Informations complémentaires relatives aux comptes annuels consolidés

Instruments financiers dérivés

en milliers de francs/euros

Au cours de l'exercice sous revue, des opérations à terme sur devises en lien avec les chiffres d'affaires prévisionnels ont été conclues à des fins de couverture. La valeur de remplacement n'est pas reprise au bilan.

Instrument	Motiv	Volume de contrat	Valeurs actif	Valeurs passif	Volume de contrat	Valeurs actif	Valeurs passif
		31.12.21			31.12.20		
Devises	Couvertures	EUR 52'400	CHF 3'033	CHF 0	EUR 34'999	CHF 834	CHF 209

Cautionnements, obligations de garantie et constitutions de gages en faveur de tiers

Responsabilité solidaire sociétés simples

Le groupe BLS détient des participations avec responsabilité solidaire dans différentes sociétés simples. Il s'agit essentiellement de communautés tarifaires ainsi que de coopérations et de communautés de travail servant à la réalisation de projets limités dans le temps.

Engagements conditionnels

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Ouvrage NLFA axe Lötschberg; travaux résiduels	2'520	2'520

Actifs mis en gage

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Immobilisations corporelles soumises au droit de gage sur les entreprises de chemins de fer	12'086	12'086

Engagements sous-jacents

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Obligations selon le registre des gages sur les entreprises de chemins de fer		
Emprunts afférents à l'électrification	3'086	3'086
Prêts art. 56 LCdF (BN, GBS, SEZ) 1962	9'000	9'000

Actifs soumis à une restriction du droit de disposer

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Liquidités affectées à des fins déterminées	274	256
Titres affectés à des fins déterminées	1'041	1'053
Total	1'315	1'310

Contrats de location à long terme

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Contrats de location d'immeubles	15'091	18'910
Leasing opérationnel pour des ordinateurs portables	2'764	3'685

Obligations d'achat

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Montant résiduel de l'obligation d'achat de matériel roulant	346'257	452'539

Contrat d'actionnaire avec le canton de Berne et la Confédération concernant BLS Netz AG

Dans le cadre du détachement de l'infrastructure de BLS dans la société BLS Netz AG, il a été accordé à la Confédération des droits de porter sa participation à au moins deux tiers du capital-actions de BLS Netz AG en cas d'événements prédéterminés.

Principaux actionnaires

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans l'annexe aux comptes annuels de la BLS SA, à la page 56.

Transparence concernant les rémunérations et les participations des membres du conseil d'administration et de la direction

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans l'annexe aux comptes annuels de la BLS SA, à la page 57.

Liste des participations de la BLS SA

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans l'annexe aux comptes annuels de la BLS SA, à la page 54.

Principales transactions avec des personnes proches de l'entreprise

en milliers de francs

	2021	2020
Confédération		
Indemnités	356'212	329'508
Augmentations de prêts remboursables sous certaines conditions	15'887	78'309
Remboursement de prêts	3'268	3'525
Contributions aux frais d'investissement pour l'aménagement de l'infrastructure	10'415	4'795
Livraisons et prestations de l'OFT	226	1'654
Livraisons et prestations pour l'OFT	374	1'978
Canton de Berne		
Indemnités	82'634	70'050
Remboursement de prêts	2'777	2'926
Accord avec le canton de Berne	-	673
Livraisons et prestations pour le canton de Berne	2'147	-
RAIpIn SA		
Livraisons et prestations de RAlpin SA	15	2
Livraisons et prestations pour RAlpin SA	38'943	33'568
Sillon Suisse SA		
Livraisons et prestations de Sillon Suisse SA	-	167
KPZ Fahrbahn AG		
Livraisons et prestations de KPZ Fahrbahn AG	190	229
Livraisons et prestations pour KPZ Fahrbahn AG	72	35
Jetboat Interlaken AG		
Livraisons et prestations de Jetboat Interlaken AG	-	11
Livraisons et prestations pour Jetboat Interlaken AG	-	29
Fondation collective Symova		
Paie ment contribution pour modification des bases techniques	-	13'894

Événements postérieurs à la date du bilan

Les comptes du groupe ont été approuvés le 7 avril 2022 par le conseil d'administration à l'attention de l'assemblée générale. Entre la date du bilan et cette date, aucun événement remettant significativement en question la validité des comptes annuels 2021 n'est survenu.

7.8 Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels consolidés



Bericht der Revisionsstelle

An die Generalversammlung der BLS AG, Bern

Bericht zur Prüfung der konsolidierten Jahresrechnung

Prüfungsurteil

Wir haben die konsolidierte Jahresrechnung der BLS AG und ihrer Tochtergesellschaften (der Konzern) – bestehend aus der Konzernbilanz zum 31. Dezember 2021, der Konzernerfolgsrechnung, dem Konzerneigenkapitalnachweis und der konsolidierten Geldflussrechnung für das dann endende Jahr sowie dem Anhang zur konsolidierten Jahresrechnung, einschliesslich einer Zusammenfassung bedeutsamer Rechnungslegungsmethoden – geprüft.

Nach unserer Beurteilung vermittelt die konsolidierte Jahresrechnung (Seiten 22 bis 41) ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens- und Finanzlage des Konzerns zum 31. Dezember 2021 sowie dessen Ertragslage und Geldflüsse für das dann endende Jahr in Übereinstimmung mit den Swiss GAAP FER und entspricht dem schweizerischen Gesetz.

Grundlage für das Prüfungsurteil

Wir haben unsere Prüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Prüfungsstandards (PS) durchgeführt. Unsere Verantwortlichkeiten nach diesen Vorschriften und Standards sind im Abschnitt "Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der konsolidierten Jahresrechnung" unseres Berichts weitergehend beschrieben. Wir sind von dem Konzern unabhängig in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften und den Anforderungen des Berufsstands und wir haben unsere sonstigen beruflichen Verhaltenspflichten in Übereinstimmung mit diesen Anforderungen erfüllt.

Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise ausreichend und geeignet sind, um als Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen.

Berichterstattung über besonders wichtige Prüfungssachverhalte aufgrund Rundschreiben 1/2015 der Eidgenössischen Revisionsaufsichtsbehörde



Werthaltigkeit der Sachanlagen

Besonders wichtige Prüfungssachverhalte sind solche Sachverhalte, die nach unserem pflichtgemässen Ermessen am bedeutsamsten für unsere Prüfung der konsolidierten Jahresrechnung des aktuellen Zeitraums waren. Diese Sachverhalte wurden im Zusammenhang mit unserer Prüfung der konsolidierten Jahresrechnung als Ganzes und bei der Bildung unseres Prüfungsurteils hierzu berücksichtigt, und wir geben kein gesondertes Prüfungsurteil zu diesen Sachverhalten ab.



Werthaltigkeit der Sachanlagen

Prüfungssachverhalt

Sachanlagen stellen einen wesentlichen Bestandteil der Aktiven in der konsolidierten Jahresrechnung der BLS dar und machen rund 92,8 % (2020: 92%) der Bilanzsumme per 31. Dezember 2021 aus. Die Sachanlagen werden in der konsolidierten Jahresrechnung zu Anschaffungs- bzw. Herstellungskosten abzüglich betriebswirtschaftlich notwendiger Abschreibungen und Wertberichtigungen bilanziert.

Die geplanten bzw. effektiven Nutzungsdauern der Bahninfrastruktur, Fahrzeuge und Schiffe können sich während des Betriebs, bedingt durch äussere Einflüsse oder geänderte Nutzung, verändern.

Die Nutzungsdauern werden jährlich überprüft und bei Bedarf wird eine neue Restnutzungsdauer festgelegt. Die Geschäftsleitung beurteilt zudem regelmässig, ob Anzeichen einer möglichen Wertbeeinträchtigung vorliegen. Ist dies der Fall, wird ein Werthaltigkeitstest vorgenommen.

Die Festlegung der Nutzungsdauer, Identifikation von Wertbeeinträchtigungen und die verwendeten Annahmen im Werthaltigkeitstest sind durch Ermessensentscheide der Geschäftsleitung wesentlich beeinflusst.

Unsere Vorgehensweise

Aufgrund der Wesentlichkeit und dem Ermessen bei der Überprüfung der Werthaltigkeit der Sachanlagen führten wir verschiedene Prüfungshandlungen durch. Diese beinhalteten unter anderem:

- Durch Befragungen von Mitarbeitenden und dem Nachvollzug von Schlüsselkontrollen haben wir das Vorhandensein des internen Kontrollsystems im Bewertungsprozess der Sachanlagen analysiert.
- Auf Basis von Stichproben haben wir die Wirksamkeit von Schlüsselkontrollen monatlicher Abschreibungsläufe sowie die Überprüfung der Restnutzungsdauern beurteilt.
- Zudem haben wir die Abschreibungen auf Basis der einzelnen Anlagekategorien mittels analytischer Prüfungshandlungen kritisch hinterfragt. Abweichungen ausserhalb definierter Erwartungswerte haben wir überprüft.
- Weiter beurteilten wir die Einschätzung der Geschäftsleitung bezüglich allfälliger Wertbeeinträchtigungen. Für Bereiche, in welchen aufgrund von Indikatoren für eine mögliche Wertbeeinträchtigung bzw. Wertaufholung ein Werthaltigkeitstest durchgeführt wurde, haben wir die verwendeten Berechnungsmodelle überprüft sowie die verwendeten Parameter kritisch hinterfragt.

Weitere Informationen zur Werthaltigkeit der Sachanlagen sind an folgenden Stellen im Anhang zur konsolidierten Jahresrechnung enthalten:

- Anhang zur konsolidierten Jahresrechnung: 2.5 Wertbeeinträchtigung (Impairment) von Aktiven, 3.5 Sachanlagen
- Erläuterungen zu einzelnen Positionen der konsolidierten Jahresrechnung: 17 Sachanlagen



Verantwortlichkeiten des Verwaltungsrates für die konsolidierte Jahresrechnung

Der Verwaltungsrat ist verantwortlich für die Aufstellung einer konsolidierten Jahresrechnung, die in Übereinstimmung mit den Swiss GAAP FER und den gesetzlichen Vorschriften ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild vermittelt, und für die internen Kontrollen, die der Verwaltungsrat als notwendig feststellt, um die Aufstellung einer konsolidierten Jahresrechnung zu ermöglichen, die frei von wesentlichen – beabsichtigten oder unbeabsichtigten – falschen Darstellungen ist.

Bei der Aufstellung der konsolidierten Jahresrechnung ist der Verwaltungsrat dafür verantwortlich, die Fähigkeit des Konzerns zur Fortführung der Geschäftstätigkeit zu beurteilen, Sachverhalte in Zusammenhang mit der Fortführung der Geschäftstätigkeit – sofern zutreffend – anzugeben sowie dafür, den Rechnungslegungsgrundsatz der Fortführung der Geschäftstätigkeit anzuwenden, es sei denn, der Verwaltungsrat beabsichtigt, entweder den Konzern zu liquidieren oder Geschäftstätigkeiten einzustellen, oder hat keine realistische Alternative dazu.

Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der konsolidierten Jahresrechnung

Unsere Ziele sind, hinreichende Sicherheit darüber zu erlangen, ob die konsolidierte Jahresrechnung als Ganzes frei von wesentlichen – beabsichtigten oder unbeabsichtigten – falschen Darstellungen ist, und einen Bericht abzugeben, der unser Prüfungsurteil beinhaltet. Hinreichende Sicherheit ist ein hohes Mass an Sicherheit, aber keine Garantie dafür, dass eine in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den PS durchgeführte Prüfung eine wesentliche falsche Darstellung, falls eine solche vorliegt, stets aufdeckt. Falsche Darstellungen können aus dolosen Handlungen oder Irrtümern resultieren und werden als wesentlich angesehen, wenn von ihnen einzeln oder insgesamt vernünftigerweise erwartet werden könnte, dass sie die auf der Grundlage dieser konsolidierten Jahresrechnung getroffenen wirtschaftlichen Entscheidungen von Nutzern beeinflussen.

Als Teil einer Prüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den PS üben wir während der gesamten Prüfung pflichtgemässes Ermessen aus und bewahren eine kritische Grundhaltung. Darüber hinaus:

- identifizieren und beurteilen wir die Risiken wesentlicher – beabsichtigter oder unbeabsichtigter – falscher Darstellungen in der konsolidierten Jahresrechnung, planen und führen Prüfungshandlungen als Reaktion auf diese Risiken durch sowie erlangen Prüfungsnachweise, die ausreichend und geeignet sind, um als Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen. Das Risiko, dass aus dolosen Handlungen resultierende wesentliche falsche Darstellungen nicht aufgedeckt werden, ist höher als ein aus Irrtümern resultierendes, da dolose Handlungen betrügerisches Zusammenwirken, Fälschungen, beabsichtigte Unvollständigkeiten, irreführende Darstellungen oder das Ausserkraftsetzen interner Kontrollen beinhalten können.
- gewinnen wir ein Verständnis von dem für die Prüfung relevanten internen Kontrollsystem, um Prüfungshandlungen zu planen, die unter den gegebenen Umständen angemessen sind, jedoch nicht mit dem Ziel, ein Prüfungsurteil zur Wirksamkeit des internen Kontrollsystems des Konzerns abzugeben.
- beurteilen wir die Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden sowie die Vertretbarkeit der dargestellten geschätzten Werte in der Rechnungslegung und damit zusammenhängenden Angaben.
- schlussfolgern wir über die Angemessenheit der Anwendung des Rechnungslegungsgrundsatzes der Fortführung der Geschäftstätigkeit durch den Verwaltungsrat sowie auf der Grundlage der erlangten Prüfungsnachweise, ob eine wesentliche Unsicherheit im Zusammenhang mit Ereignissen oder Gegebenheiten besteht, die bedeutsame Zweifel an der Fähigkeit des Konzerns zur Fortführung der Geschäftstätigkeit aufwerfen kann. Falls wir die Schlussfolgerung treffen, dass eine wesentliche Unsicherheit besteht, sind wir verpflichtet, in unserem Bericht auf die dazugehörigen Angaben im Anhang der konsolidierten Jahresrechnung aufmerksam zu machen oder, falls diese Angaben unangemessen sind, unser Prüfungsurteil zu modifizieren. Wir ziehen unsere Schlussfolgerungen auf der Grundlage der bis zum Datum unseres Berichts erlangten Prüfungsnachweise. Zukünftige Ereignisse oder Gegebenheiten können jedoch die Abkehr des Konzerns von der Fortführung der Geschäftstätigkeit zur Folge haben.
- beurteilen wir die Gesamtdarstellung, den Aufbau und den Inhalt der konsolidierten Jahresrechnung einschliesslich der Angaben im Anhang sowie, ob die konsolidierte Jahresrechnung die zugrunde liegenden Geschäftsvorfälle und Ereignisse in einer Weise wiedergibt, dass eine sachgerechte Gesamtdarstellung erreicht wird.
- erlangen wir ausreichende geeignete Prüfungsnachweise zu den Finanzinformationen der Einheiten oder Geschäftstätigkeiten innerhalb des Konzerns, um ein Prüfungsurteil zur konsolidierten Jahresrechnung abzugeben. Wir sind verantwortlich für die Anleitung, Überwachung und Durchführung der Prüfung der konsolidierten Jahresrechnung. Wir tragen die Alleinverantwortung für unser Prüfungsurteil.



Wir tauschen uns mit dem Verwaltungsrat bzw. dessen zuständigem Ausschuss aus, unter anderem über den geplanten Umfang und die geplante zeitliche Einteilung der Prüfung sowie über bedeutsame Prüfungsfeststellungen, einschliesslich etwaiger bedeutsamer Mängel im internen Kontrollsystem, die wir während unserer Prüfung erkennen.

Wir geben dem Verwaltungsrat bzw. dessen zuständigem Ausschuss auch eine Erklärung ab, dass wir die relevanten beruflichen Verhaltensanforderungen zur Unabhängigkeit eingehalten haben und uns mit ihnen über alle Beziehungen und sonstigen Sachverhalte austauschen, von denen vernünftigerweise angenommen werden kann, dass sie sich auf unsere Unabhängigkeit und – sofern zutreffend – damit zusammenhängende Schutzmassnahmen auswirken.

Wir bestimmen von den Sachverhalten, über die wir uns mit dem Verwaltungsrat bzw. dessen zuständigem Ausschuss ausgetauscht haben, diejenigen Sachverhalte, die am bedeutsamsten für die Prüfung der konsolidierten Jahresrechnung des aktuellen Zeitraums waren und daher die besonders wichtigen Prüfungssachverhalte sind. Wir beschreiben diese Sachverhalte in unserem Bericht, es sei denn, Gesetze oder andere Rechtsvorschriften schliessen die öffentliche Angabe des Sachverhalts aus oder wir bestimmen in äusserst seltenen Fällen, dass ein Sachverhalt nicht in unserem Bericht mitgeteilt werden soll, weil vernünftigerweise erwartet wird, dass die negativen Folgen einer solchen Mitteilung deren Vorteile für das öffentliche Interesse übersteigen würden.

Bericht zu sonstigen gesetzlichen und anderen rechtlichen Anforderungen

In Übereinstimmung mit Art. 728a Abs. 1 Ziff. 3 OR und dem Schweizer Prüfungsstandard 890 bestätigen wir, dass ein gemäss den Vorgaben des Verwaltungsrates ausgestaltetes internes Kontrollsystem für die Aufstellung der konsolidierten Jahresrechnung existiert.

Wir empfehlen, die vorliegende konsolidierte Jahresrechnung zu genehmigen.

KPMG AG

Daniel Haas
Zugelassener Revisionsexperte
Leitender Revisor

Pascal Henggi
Zugelassener Revisionsexperte

Bern, 7. April 2022

COMPTES ANNUELS 2021 DE LA BLS SA

8 Comptes annuels 2021 de la BLS SA

8.1 Compte de résultats

en milliers de francs

	Explications	2021	2020
Produits des transports		204'033	209'491
Indemnités	①	174'795	167'588
Autres produits d'exploitation	②	241'582	225'493
Prestations propres activées		59'895	55'411
Variations de stocks de produits finis, de produits non finis et de prestations non facturées		1'108	-1'252
Total des produits d'exploitation		681'413	656'731
Charges de matériel et de prestations de services	③	-194'293	-202'444
Charges de personnel	④	-345'352	-324'646
Autres charges d'exploitation		-64'027	-71'258
Total des charges d'exploitation		-603'672	-598'349
Résultat d'exploitation avant résultat financier, impôts, amortissements et corrections de valeur (EBITDA)		77'741	58'382
Amortissements et corrections de valeur sur les postes de l'actif immobilisé		-74'121	-71'826
Résultat d'exploitation avant résultat financier et impôts (EBIT)		3'619	-13'443
Charges financières	⑤	-9'783	-20'267
Produits financiers		2'613	521
Perte résultant de la décomptabilisation/ l'aliénation d'actifs immobilisés		-3'300	-951
Bénéfice résultant de l'aliénation d'actifs immobilisés		6'269	58
Résultat extraordinaire, unique ou hors période	⑥	1'459	0
Résultat avant impôts (EBT)		877	-34'082
Impôts directs		0	121
Perte annuelle/bénéfice annuel		877	-33'961

8.2 Bilan

en milliers de francs

Actifs	Explications	31.12.21	31.12.20
Liquidités		27'193	28'331
Créances résultant de livraisons et de prestations	7	44'072	43'144
Autres créances à court terme	7	2'814	713
Stocks et prestations non facturées	7	64'191	68'376
Comptes de régularisation actifs		51'923	19'906
Total de l'actif circulant		190'195	160'471
Immobilisations financières	7	41'425	41'704
Participations	9	246'071	232'738
Immobilisations corporelles		1'036'573	975'927
Valeurs incorporelles		11'016	10'977
Total de l'actif immobilisé		1'335'084	1'261'347
Total de l'actif		1'525'278	1'421'818
Passif			
Engagements résultant de livraisons et de prestations	7	30'709	26'560
Engagements à court terme produisant des intérêts	7	129'000	34'000
Autres engagements à court terme	7	19'813	16'160
Comptes de régularisation passifs		85'330	78'929
Provisions à court terme		19'714	69'976
Total des capitaux de tiers à court terme		284'566	225'625
Engagements à long terme produisant des intérêts	7	701'000	635'000
Autres engagements à long terme	7	261'422	268'262
Comptes de fonds		14'632	15'518
Provisions à long terme		43'931	58'561
Total des capitaux de tiers à long terme		1'020'984	977'342
Total des capitaux de tiers		1'305'550	1'202'967
Capital-actions		79'442	79'442
Réserve légale issue du capital			
Réserves issues d'apport de capital		24'037	24'037
Réserve légale issue des bénéfices			
Réserve légale générale		95'159	95'159
Réserve selon l'art. 36 LTV		-9'885	-7'813
Réserves facultatives issues du bénéfice			
Réserves libres		7'357	39'246
Réserves statutaires		24'086	24'086
Perte annuelle/bénéfice annuel		877	-33'961
Actions propres	10	-1'346	-1'346
Total des capitaux propres		219'728	218'851
Total du passif		1'525'278	1'421'818

8.3 Annexe aux comptes annuels de la BLS SA

Informations générales

Les présents comptes annuels de la BLS SA, Berne, ont été établis conformément aux prescriptions de la loi suisse, tout particulièrement celles des articles du Code des obligations consacrés à la comptabilité commerciale et à la présentation des comptes. De légères différences sont possibles en raison de l'arrondissement des valeurs dans les tableaux des comptes annuels.

Conformément à l'art. 961d CO, l'entreprise renonce aux mentions supplémentaires dans l'annexe aux comptes annuels (art. 961a CO), au tableau des flux de trésorerie (art. 961b CO) et au rapport annuel (art. 961c CO), car les comptes du groupe BLS sont établis selon une norme reconnue.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Dépréciation («impairment») d'actifs

Lorsqu'il existe des signes indiquant une dépréciation, la valeur intrinsèque des actifs à la date du bilan est examinée. Dès lors que la valeur comptable est supérieure à la valeur utile en tant que valeur actuelle des futures entrées et sorties de trésorerie attendues ainsi qu'à la valeur nette de marché, la valeur de l'actif est ajustée à la plus élevée de ces deux valeurs. La dépréciation affecte le compte de résultats.

Créances résultant de livraisons et de prestations

Les créances résultant de livraisons et de prestations sont comptabilisées à leur valeur nominale, après déduction des corrections de valeur nécessaires à l'exploitation. Les risques de solvabilité spécifiques font l'objet d'une correction de valeur au cas par cas. Les créances non recouvrables sont amorties comme pertes.

Stocks et prestations non facturées

Les stocks de marchandises et les prestations non facturées sont valorisés au coût d'acquisition ou de fabrication, ou à la valeur nette d'aliénation, si ce dernier montant est plus bas. Les coûts de fabrication comprennent tous les coûts de production, y compris les participations à des frais de production en commun. Grâce à l'application de correctifs jugés adéquats au vu des critères admis en gestion d'entreprise, il est tenu compte de tous les risques reconnaissables de pertes sur des travaux en cours. Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. La valorisation des stocks de marchandises s'effectue selon la méthode du taux de rotation. Les escomptes sont traités comme des réductions du prix d'acquisition.

Les régularisations des indemnités (écart entre l'année comptable et l'année d'horaire) sont comptabilisées à l'actif dans les stocks et prestations non facturées.

Les variations des régularisations correspondantes sont comptabilisées au compte de résultats, directement dans les indemnités, car autrement la présentation des indemnités effectives est faussée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à la valeur d'acquisition ou du coût de revient et sont amorties de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée. Les charges d'intérêt sont portées à l'actif lors d'acquisitions importantes de valeurs patrimoniales si un délai considérable est nécessaire avant la mise en service de la valeur patrimoniale. L'inscription d'intérêts à l'actif se fait sur la valeur d'immobilisation moyenne au taux moyen des capitaux de tiers. Les installations en cours de construction comportent également des acomptes sur immobilisations corporelles. Lors de l'acquisition de matériel roulant notamment, en raison de la production sur plusieurs années, plusieurs versements partiels sont traditionnellement effectués avant que les véhicules ne puissent être portés à l'actif et utilisés.

Les périodes d'amortissement sont les suivantes:

Périodes d'amortissement

	ans
Terrains non bâtis/ terrains (pas d'amortissement ordinaire)	
Bâtiments	50–80
Voie ferrée	25–33
Véhicules, bateaux	25–40
Matériel informatique et logiciels	4–10
Mobilier, appareils et outils	4–33

Valeurs incorporelles

Il s'agit de valeurs incorporelles acquises, qui comprennent principalement des logiciels et des licences. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou de fabrication et sont amorties linéairement sur une durée d'utilisation pouvant aller de quatre à dix ans. Les prestations propres visant au développement d'immobilisations incorporelles sont activées au coût de fabrication.

Engagements financiers (à court et à long terme)

Il s'agit, d'une part, de prêts sans intérêt octroyés par les pouvoirs publics selon l'art. 56 LCdF. D'autre part, ce poste comprend des engagements portant intérêt pour des financements d'investissements de la BLS SA. Les capitaux de tiers portant intérêt sont obtenus en partie sur le marché du crédit sous la forme de crédits bancaires et d'hypothèques classiques et en partie sur le marché des capitaux, sous la forme de placements privés et d'emprunts.

La part des engagements financiers à rembourser ou à compenser avec les indemnités dans un délai d'un an est présentée comme un engagement à court terme. Ce poste est évalué à la valeur nominale.

Actions propres

Les actions propres sont portées au bilan à leur coût d'acquisition en déduction du capital propre à la date de leur acquisition. En cas de revente ultérieure, le gain ou la perte est comptabilisé(e) en tant que produit financier ou charge financière avec effet sur les résultats.

Sources de recettes

Les principales sources de recettes de la BLS SA sont les produits du trafic voyageurs, les ventes de billets du transport autos et les prestations des pouvoirs publics.

Les produits du trafic voyageurs comprennent la part de BLS dans les recettes de la vente de billets individuels et d'abonnements, tels que les abonnements généraux, demi-tarif et communautaires. La part de BLS est calculée sur la base des comptages et relevés effectués par l'Union des transports publics. La structure des titres de transport recensés, le nombre de voyageurs comptés et les tronçons parcourus sont extrapolés aux recettes de chaque entreprise de transport.


Les recettes du transport autos sont comptabilisées sur la base des transports effectués durant la période considérée.

Les prestations des pouvoirs publics regroupent le trafic voyageurs régional ainsi qu'en partie, le transport autos (sur la base de la loi sur le transport de voyageurs [LTV]) à concurrence des coûts non couverts.

Engagements et créances conditionnels

Les engagements conditionnels rassemblent des cautionnements, des obligations de garantie, des constitutions de gages ainsi que d'autres engagements de nature conditionnelle. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale. Les créances conditionnelles sont comptabilisées si l'apport de l'avantage économique est probable.

Produits des commissions

Le montant net des commissions est indiqué dans les autres produits d'exploitation. Cette présentation est effectuée par analogie aux comptes consolidés du groupe dans lesquels les valeurs nettes doivent être indiquées en raison des directives de présentation des comptes Swiss GAAP RPC. 

Explications relatives aux rubriques du compte de résultats en annexe**1 Indemnités**

en milliers de francs

	2021	2020
Indemnités convenues	143'457	157'913
Aide de la Confédération pour le trafic régional Rail	28'907	9'676
Aide de la Confédération pour le transport autos ¹	2'431	0
Total	174'795	167'588

¹ L'aide de la Confédération comptabilisée en 2021 pour le transport autos porte sur les années 2021 et 2020.

2 Autres produits d'exploitation

en milliers de francs

	2021	2020
Produits accessoires ¹	19'691	25'316
Prestations de personnel pour des sociétés du groupe	141'162	121'457
Autres prestations pour des sociétés du groupe et des tiers	77'195	74'897
Produits de loyers et de baux	3'535	3'823
Total	241'582	225'493

¹ Part de l'aide de l'État pour le service de navigation (l'aide comptabilisée en 2021 concerne les années 2021 et 2020.)

3 Charges de matériel et de prestations de services

en milliers de francs

	2021	2020
Charges de matériel	-65'627	-64'981
Utilisation d'infrastructures	-71'618	-78'629
Charges de prestations de services	-57'048	-58'835
Total	-194'293	-202'444

4 Charges de personnel

en milliers de francs

	2021	2020
Salaires et traitements	-262'578	-254'481
Primes de performance et à caractère social	-18'530	-12'624
Assurances sociales	-50'274	-42'396
Autres charges de personnel	-13'970	-15'145
Total	-345'352	-324'646

5 Charges financières

en milliers de francs

	2021	2020
Intérêts, pertes de change sur titres, corrections de valeur	-9'783	-11'545
Intérêts moratoires liés aux prestations des pouvoirs publics	0	-8'722
Total	-9'783	-20'267

6 Résultat extraordinaire, unique ou hors période en milliers de francs

	2021	2020
Produits extraordinaires	2'000	0
Charges extraordinaires	-541	0
Total	1'459	0

À la suite d'une erreur dans la planification des recettes, la BLS SA avait reçu des indemnités trop élevées au cours des dernières années. Les recettes de la vente d'abonnements demi-tarif au sein de la communauté tarifaire Libero n'ont pas été incluses dans les offres du trafic régional voyageurs (TRV). Un accord a été conclu avec l'Office fédéral des transports (OFT) et les cantons pour le remboursement des indemnités excédentaires. L'affaire a conduit, en 2019, à la constitution d'une provision à hauteur de 38,4 millions de francs dans les comptes annuels statutaires de la BLS SA.

Par ailleurs, une provision pour intérêts moratoires de 8,7 millions de francs a été constituée en 2020. L'accord final avec l'OFT et les cantons a été obtenu et signé durant l'exercice sous revue. A posteriori, il s'avère qu'il y avait 2 millions de francs de provision en trop pour les indemnités excédentaires. En revanche, il a fallu consacrer 0,5 million de francs aux intérêts moratoires en supplément de la provision.

7 Répartition des créances et des engagements selon la contrepartie en milliers de francs

Rubrique du bilan/ contrepartie	Envers des tiers		Envers des participants et des organes		Envers des participations		Total	
	31.12.21	31.12.20	31.12.21	31.12.20	31.12.21	31.12.20	31.12.21	31.12.20
Exercice								
Créances résultant de livraisons et de prestations	15'524	20'160	0	0	28'549	22'984	44'072	43'144
Autres créances à court terme	2'814	713	0	0	0	0	2'814	713
Prestations non facturées	1'251	306	0	0	1'065	830	2'316	1'136
Immobilisations financières	16'425	16'704	0	0	25'000	25'000	41'425	41'704
Engagements résultant de livraisons et de prestations	18'949	17'779	0	0	11'760	8'781	30'709	26'560
Engagements à court terme produisant des intérêts	129'000	34'000	0	0	0	0	129'000	34'000
Autres engagements à court terme	13'216	9'559	6'597	6'601	0	0	19'813	16'160
Engagements à long terme produisant des intérêts	665'000	635'000	0	0	36'000	0	701'000	635'000
Autres engagements à long terme	488	732	260'934	267'531	0	0	261'422	268'262

8 Indications détaillées sur les obligations d'emprunt

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de francs
Numéro de valeur	44659568/ISIN CH0446595685
Taux d'intérêt	0,40% p.a.
Garantie	Cautionnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	Du 12 décembre 2018 au 12 décembre 2028
Remboursement	Le 12 décembre 2028 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,5 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 12 décembre 2018. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt. Le cours d'émission de 100,098 pour cent a entraîné une prime d'émission de 0,1 million de francs, qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de francs
Numéro de valeur	44659569/ISIN CH0446595693
Taux d'intérêt	0,95% p.a.
Garantie	Cautionnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	Du 12 décembre 2018 au 12 décembre 2039
Remboursement	Le 12 décembre 2039 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,5 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 12 décembre 2018. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt. Le cours d'émission de 100,408 pour cent a entraîné une prime d'émission de 0,4 million de francs qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

9 Participations de 20 pour cent et plus

Participations directes	Siège	Capital social en milliers		Parts de capital et de droit de vote en %	
		31.12.21	31.12.20	31.12.21	31.12.20
BLS Cargo SA/société de transport	Berne	CHF 60'000	CHF 60'000	52,0	52,0
Busland AG/société de transport	Berthoud	CHF 1'418	CHF 1'418	90,4	90,1
BLS Netz AG/société d'infrastructure	Berne	CHF 387'970	CHF 387'970	33,4	33,4
BLS Immobiliers SA/société immobilière	Berne	CHF 8'000	CHF 8'000	100,0	100,0
BLS trafic longues distances SA/société de transport	Berne	CHF 20'000	CHF 20'000	100,0	100,0
BLS Schifffahrt AG/société de transport	Thoune	CHF 1'000	–	100,0	–
RAlpin SA/société de transport	Olten	CHF 4'530	CHF 4'530	33,1	33,1
Sillon Suisse SA/groupement d'intérêts	Berne	–	CHF 100	–	25,0
KPZ Fahrbahn AG/centre de compétences	Berne	CHF 100	CHF 100	50,0	50,0
Participations indirectes	Siège	Capital social en milliers		Parts de capital et de droit de vote en %	
BLS Cargo Italia S.r.l./société de transport	Beura Cardezza (IT)	EUR 50	EUR 50	52,0	52,0
BLS Cargo Deutschland GmbH/société de transport	Weil am Rhein (DE)	EUR 50	EUR 50	52,0	52,0
Crossrail Benelux NV/société de transport	Anvers (BE)	EUR 3'500	EUR 3'500	52,0	52,0
JETBOAT Interlaken AG/entreprise touristique	Interlaken	CHF 100	CHF 100	33,4	33,4

10 Actions propres

en milliers de francs

	Unités	Prix ø	
		en francs	Montant
Situation au 01.01.2020	2'973'509	0.45	1'341
Achats	15'000	0.34	5
Ventes	0	–	0
Situation au 31.12.2020	2'988'509	0.45	1'346
Achats	48	0	0
Ventes	0	0	0
Situation au 31.12.2021	2'988'557	0.45	1'346

Informations complémentaires

Actifs soumis à une restriction du droit de disposer

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Liquidités affectées à des fins déterminées	274	256
Titres affectés à des fins déterminées	1'041	1'053
Total	1'315	1'310

Engagements envers des institutions de prévoyance

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Soldes de décompte	3'969	3'508
Total	3'969	3'508

Postes à plein temps

Le nombre de postes à plein temps en moyenne annuelle était supérieur à 250 au cours de l'exercice sous revue et de l'exercice précédent.

Responsabilité solidaire sociétés simples

La BLS SA détient des participations avec responsabilité solidaire dans différentes sociétés simples. Il s'agit essentiellement de petites communautés tarifaires ainsi que de coopérations et de communautés de travail servant à la réalisation de projets limités dans le temps.

Responsabilité solidaire des membres du groupe en raison l'imposition de groupe à la TVA

La BLS SA est rattachée à l'imposition de groupe du groupe BLS en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Les membres du groupe forment conjointement un assujetti à l'égard de l'administration fiscale. Selon l'ordonnance sur la taxe sur la valeur ajoutée, toutes les sociétés concernées par l'imposition de groupe sont solidairement responsables avec l'assujetti (représentant du groupe) de tous les impôts dus par le groupe.

Engagements conditionnels

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Éventuels coûts subséquents résultant de matériel roulant obsolète avec installations contenant de l'amiante	p.m.	p.m.

Contrats de location à long terme

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Contrats de location d'immeubles	13'219	18'564
Leasing opérationnel pour des ordinateurs portables	2'764	3'685

Obligations d'achat

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Montant résiduel de l'obligation d'achat de matériel roulant	298'906	389'642

Montant couvert par les assurances de choses et responsabilité civile (art. 3, al. 2, OCEC)

en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Montant couvert par l'assurance de choses par sinistre	300'000	300'000
Montant couvert par l'assurance responsabilité civile par an	450'000	450'000

Dissolution nette de réserves latentes

en milliers de francs

	2021	2020
Total dissolution nette de réserves latentes	6'800	18'097

Principaux actionnaires

nominal en francs

Participation au capital	31.12.21	en %	31.12.20	en %
Canton de Berne	44'290'504	55,75	44'290'504	55,75
Confédération suisse (Confédération)	17'240'608	21,70	17'240'608	21,70
Actions sans droit de vote (propres, banques, non échangées)	7'289'664	9,18	7'323'712	9,22
Personnes physiques et morales	4'772'993	6,01	4'740'673	5,97
Autres cantons, communes	5'848'567	7,36	5'846'839	7,36
Total	79'442'336	100,00	79'442'336	100,00

Les actions nominatives de la BLS SA, d'une valeur de nominale de 1 franc chacune, sont négociables sur la plate-forme OTC-X de la BCBE (valeur 2588916).

Transparence concernant les rémunérations et les participations des membres du conseil d'administration et de la direction

Rémunérations du conseil d'administration

en francs

	2021		2020	
	Rémunérations	Prestations sociales Part de BLS	Rémunérations	Prestations sociales Part de BLS
Ulrich Dietiker, président (à partir du 10.12.2020)	83'342	3'282	68'361	2'571
Rudolf Stämpfli*, président (jusqu'au 04.11.2020)	0	0	55'305	0
Viviana Buchmann-Tosi, vice-présidente (à partir du 10.12.2020)	48'983	1'503	46'877	1'437
Renate Amstutz Bettschart, membre (vice-présidente jusqu'au 22.10.2020)	34'050	0	37'663	2'168
Lorenz Bösch, membre	45'300	2'721	43'544	2'598
Josef Küttel, membre (jusqu'au 10.05.2021)	13'686	299	32'040	649
Martin Bütikofer, membre	39'575	2'353	47'000	2'819
Bernhard Antener, membre	45'492	2'734	51'050	3'078
Stefanie Zimmermann, membre	36'492	2'155	33'600	1'960
Yvette Koerber, membre (à partir du 11.05.2021)	22'308	1'313	0	0
Kurt Bobst, membre (à partir du 11.05.2021)	33'858	2'055	0	0
Total	403'086	18'415	415'440	17'280

* Le paiement a été effectué en tout ou en partie à l'employeur.

Les membres du conseil d'administration répertoriés sont également membres du conseil d'administration de BLS Netz AG.

La part d'indemnités de BLS Netz AG est comprise dans les montants indiqués. Aucun prêt ni crédit n'a été accordé, et aucun n'est en cours.

Participations du conseil d'administration

	31.12.21	31.12.20
Martin Bütikofer, membre	320 actions	320 actions
Total	320 actions	320 actions

Il n'existe pas de droits de conversion ni d'option.

Rémunérations de la direction

en francs

	Salaire de base	Salaire variable ¹	Rémunération totale	Prestations sociales Part de BLS
2020				
Bernard Guillemon, président de la direction	376'093	75'870	451'963	85'629
Total 9 personnes (7,90 postes à plein temps à l'année au total)	2'111'828	370'841	2'482'669	465'386
2021				
Dirk Stahl, président de la direction (données jusqu'au 31.08.2021)	249'039	56'121	305'160	65'603
Daniel Schafer, président de la direction (données à partir du 01.09.2021)	113'334	0	113'334	24'921
Total 9 personnes (7,30 postes à plein temps à l'année au total)	1'873'881	206'694	2'080'575	415'449

¹ Les composantes salariales variables comprennent respectivement les montants versés au cours de l'exercice sous revue. Aucun prêt ni crédit n'a été accordé, et aucun n'est en cours.

Participations de la direction

	31.12.21	31.12.20
Bernard Guillemon, président de la direction (jusqu'à 31.10.2020)	–	80 actions
Daniel Wyder, chef de l'infrastructure	200 actions	200 actions
Total	200 actions	280 actions

Il n'existe pas de droits de conversion ni d'option.

Vérification par l'OFT en matière de législation sur les subventions

L'OFT contrôle, régulièrement ou en fonction des besoins, les comptes approuvés de l'entreprise, qui incluent les aides financières de la Confédération ou les indemnités selon la loi fédérale sur les chemins de fer ou la loi sur le transport de voyageurs. Le résultat de ce contrôle n'est pas encore disponible au moment de la publication du présent rapport de gestion.

Événements postérieurs à la date du bilan

Après la date du bilan et jusqu'à l'adoption des comptes annuels par le conseil d'administration le 7 avril 2022, aucun événement important susceptible de remettre en question la validité des comptes annuels 2021 et nécessitant d'être révélé n'est survenu.

Proposition du conseil d'administration concernant l'affectation du résultat du bilan en milliers de francs

	31.12.21	31.12.20
Bénéfice annuel/perte annuelle	877	–33'961
Résultat du bilan	877	–33'961
Constitution/dissolution de réserves spéciales conformément à l'art. 36 LTV ¹	–264	698
Constitution/dissolution de réserves spéciales TVMA ² selon l'art. 36 LTV ¹	–1'394	1'374
Résultat du bilan à disposition de l'assemblée générale	–780	–31'889
Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'affecter le résultat du bilan de la façon suivante:		
Prélèvement des réserves libres	780	31'889
Report à nouveau	0	0

¹ L'assemblée générale ne peut que prendre connaissance de l'affectation et du prélèvement des réserves conformément à l'art. 36.

² Transport de véhicules à moteur accompagnés (transport autos).

8.4 Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels de la BLS SA



Bericht der Revisionsstelle

An die Generalversammlung der BLS AG, Bern

Bericht zur Prüfung der Jahresrechnung

Prüfungsurteil

Wir haben die Jahresrechnung der BLS AG – bestehend aus der Bilanz zum 31. Dezember 2021, der Erfolgsrechnung für das dann endende Jahr sowie dem Anhang, einschliesslich einer Zusammenfassung bedeutsamer Rechnungslegungsmethoden – geprüft.

Nach unserer Beurteilung entspricht die Jahresrechnung (Seiten 48 bis 58) für das am 31. Dezember 2021 endende Jahr dem schweizerischen Gesetz und den Statuten.

Grundlage für das Prüfungsurteil

Wir haben unsere Prüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Prüfungsstandards (PS) durchgeführt. Unsere Verantwortlichkeiten nach diesen Vorschriften und Standards sind im Abschnitt "Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung" unseres Berichts weitergehend beschrieben. Wir sind von der Gesellschaft unabhängig in Übereinstimmung mit den schweizerischen gesetzlichen Vorschriften und den Anforderungen des Berufsstands und wir haben unsere sonstigen beruflichen Verhaltenspflichten in Übereinstimmung mit diesen Anforderungen erfüllt.

Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise ausreichend und geeignet sind, um als Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen.

Berichterstattung über besonders wichtige Prüfungssachverhalte aufgrund Rundschreiben 1/2015 der Eidgenössischen Revisionsaufsichtsbehörde



Werthaltigkeit der Sachanlagen

Besonders wichtige Prüfungssachverhalte sind solche Sachverhalte, die nach unserem pflichtgemässen Ermessen am bedeutsamsten für unsere Prüfung der Jahresrechnung des aktuellen Zeitraums waren. Diese Sachverhalte wurden im Zusammenhang mit unserer Prüfung der Jahresrechnung als Ganzes und bei der Bildung unseres Prüfungsurteils hierzu berücksichtigt, und wir geben kein gesondertes Prüfungsurteil zu diesen Sachverhalten ab.



Werthaltigkeit der Sachanlagen

Prüfungssachverhalt

Sachanlagen stellen einen wesentlichen Bestandteil der Aktiven in der Jahresrechnung der BLS AG dar und machen rund 67.9% (2020: 68.6%) der Bilanzsumme per 31. Dezember 2021 aus. Die Sachanlagen werden in der Jahresrechnung zu Anschaffungs- bzw. Herstellungskosten abzüglich betriebswirtschaftlich notwendiger Abschreibungen und Wertberichtigungen bilanziert.

Die geplanten bzw. effektive Nutzungsdauern der Bahninfrastruktur, Fahrzeuge und Schiffe können sich während des Betriebs, bedingt durch äussere Einflüsse oder geänderte Nutzung, verändern.

Die Nutzungsdauern werden jährlich überprüft und bei Bedarf wird eine neue Restnutzungsdauer festgelegt. Die Geschäftsleitung beurteilt zudem regelmässig, ob Anzeichen einer möglichen Wertbeeinträchtigung vorliegen. Ist dies der Fall, wird ein Werthaltigkeitstest vorgenommen.

Die Festlegung der Nutzungsdauer, Identifikation von Wertbeeinträchtigungen und die verwendeten Annahmen im Werthaltigkeitstest sind durch Ermessensentscheide der Geschäftsleitung wesentlich beeinflusst.

Weitere Informationen zur Werthaltigkeit der Sachanlagen sind an folgenden Stellen im Anhang zur Jahresrechnung enthalten:

- Erläuterungen zu Erfolgsrechnungspositionen im Anhang: 6 Abschreibungen und Wertberichtigungen auf Positionen des Anlagevermögens

Unsere Vorgehensweise

Aufgrund der Wesentlichkeit und dem Ermessen bei der Überprüfung der Werthaltigkeit der Sachanlagen führten wir verschiedene Prüfungshandlungen durch. Diese beinhalteten unter anderem:

- Durch Befragungen von Mitarbeitenden und dem Nachvollzug von Schlüsselkontrollen haben wir das Vorhandensein des internen Kontrollsystems im Bewertungsprozess der Sachanlagen analysiert.
- Auf Basis von Stichproben haben wir die Wirksamkeit von Schlüsselkontrollen monatlicher Abschreibungsläufe sowie die Überprüfung der Restnutzungsdauern beurteilt.
- Zudem haben wir die Abschreibungen auf Basis der einzelnen Anlagekategorien mittels analytischer Prüfungshandlungen kritisch hinterfragt. Abweichungen ausserhalb definierter Erwartungswerte haben wir überprüft.
- Weiter beurteilen wir die Einschätzung der Geschäftsleitung bezüglich allfälliger Wertbeeinträchtigungen. Für Bereiche, in welchen aufgrund von Indikatoren für eine mögliche Wertbeeinträchtigung bzw. Wertaufholung ein Werthaltigkeitstest durchgeführt wurde, haben wir die verwendeten Berechnungsmodelle überprüft sowie die verwendeten Parameter kritisch hinterfragt.



Verantwortlichkeiten des Verwaltungsrates für die Jahresrechnung

Der Verwaltungsrat ist verantwortlich für die Aufstellung einer Jahresrechnung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften und den Statuten und für die internen Kontrollen, die der Verwaltungsrat als notwendig feststellt, um die Aufstellung einer Jahresrechnung zu ermöglichen, die frei von wesentlichen – beabsichtigten oder unbeabsichtigten – falschen Darstellungen ist.

Bei der Aufstellung der Jahresrechnung ist der Verwaltungsrat dafür verantwortlich, die Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit zu beurteilen, Sachverhalte in Zusammenhang mit der Fortführung der Geschäftstätigkeit – sofern zutreffend – anzugeben sowie dafür, den Rechnungslegungsgrundsatz der Fortführung der Geschäftstätigkeit anzuwenden, es sei denn, der Verwaltungsrat beabsichtigt, entweder die Gesellschaft zu liquidieren oder Geschäftstätigkeiten einzustellen, oder hat keine realistische Alternative dazu.

Verantwortlichkeiten der Revisionsstelle für die Prüfung der Jahresrechnung

Unsere Ziele sind, hinreichende Sicherheit darüber zu erlangen, ob die Jahresrechnung als Ganzes frei von wesentlichen – beabsichtigten oder unbeabsichtigten – falschen Darstellungen ist, und einen Bericht abzugeben, der unser Prüfungsurteil beinhaltet. Hinreichende Sicherheit ist ein hohes Mass an Sicherheit, aber keine Garantie dafür, dass eine in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den PS durchgeführte Prüfung eine wesentliche falsche Darstellung, falls eine solche vorliegt, stets aufdeckt. Falsche Darstellungen können aus dolosen Handlungen oder Irrtümern resultieren und werden als wesentlich angesehen, wenn von ihnen einzeln oder insgesamt vernünftigerweise erwartet werden könnte, dass sie die auf der Grundlage dieser Jahresrechnung getroffenen wirtschaftlichen Entscheidungen von Nutzern beeinflussen.

Als Teil einer Prüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den PS üben wir während der gesamten Prüfung pflichtgemässes Ermessen aus und bewahren eine kritische Grundhaltung. Darüber hinaus:

- identifizieren und beurteilen wir die Risiken wesentlicher – beabsichtigter oder unbeabsichtigter – falscher Darstellungen in der Jahresrechnung, planen und führen Prüfungshandlungen als Reaktion auf diese Risiken durch sowie erlangen Prüfungsnachweise, die ausreichend und geeignet sind, um als Grundlage für unser Prüfungsurteil zu dienen. Das Risiko, dass aus dolosen Handlungen resultierende wesentliche falsche Darstellungen nicht aufgedeckt werden, ist höher als ein aus Irrtümern resultierendes, da dolose Handlungen betrügerisches Zusammenwirken, Fälschungen, beabsichtigte Unvollständigkeiten, irreführende Darstellungen oder das Ausserkraftsetzen interner Kontrollen beinhalten können.
- gewinnen wir ein Verständnis von dem für die Prüfung relevanten internen Kontrollsystem, um Prüfungshandlungen zu planen, die unter den gegebenen Umständen angemessen sind, jedoch nicht mit dem Ziel, ein Prüfungsurteil zur Wirksamkeit des internen Kontrollsystems der Gesellschaft abzugeben.
- beurteilen wir die Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden sowie die Vertretbarkeit der dargestellten geschätzten Werte in der Rechnungslegung und damit zusammenhängenden Angaben.
- schlussfolgern wir über die Angemessenheit der Anwendung des Rechnungslegungsgrundsatzes der Fortführung der Geschäftstätigkeit durch den Verwaltungsrat sowie auf der Grundlage der erlangten Prüfungsnachweise, ob eine wesentliche Unsicherheit im Zusammenhang mit Ereignissen oder Gegebenheiten besteht, die bedeutsame Zweifel an der Fähigkeit der Gesellschaft zur Fortführung der Geschäftstätigkeit aufwerfen kann. Falls wir die Schlussfolgerung treffen, dass eine wesentliche Unsicherheit besteht, sind wir verpflichtet, in unserem Bericht auf die dazugehörigen Angaben im Anhang der Jahresrechnung aufmerksam zu machen oder, falls diese Angaben unangemessen sind, unser Prüfungsurteil zu modifizieren. Wir ziehen unsere Schlussfolgerungen auf der Grundlage der bis zum Datum unseres Berichts erlangten Prüfungsnachweise. Zukünftige Ereignisse oder Gegebenheiten können jedoch die Abkehr der Gesellschaft von der Fortführung der Geschäftstätigkeit zur Folge haben.

Wir tauschen uns mit dem Verwaltungsrat bzw. dessen zuständigem Ausschuss aus, unter anderem über den geplanten Umfang und die geplante zeitliche Einteilung der Prüfung sowie über bedeutsame Prüfungsfeststellungen, einschliesslich etwaiger bedeutsamer Mängel im internen Kontrollsystem, die wir während unserer Prüfung erkennen.

Wir geben dem Verwaltungsrat bzw. dessen zuständigem Ausschuss auch eine Erklärung ab, dass wir die relevanten beruflichen Verhaltensanforderungen zur Unabhängigkeit eingehalten haben und uns mit ihnen über alle Beziehungen und sonstigen Sachverhalte austauschen, von denen vernünftigerweise angenommen werden kann, dass sie sich auf unsere Unabhängigkeit und – sofern zutreffend – damit zusammenhängende Schutzmassnahmen auswirken.



Wir bestimmen von den Sachverhalten, über die wir uns mit dem Verwaltungsrat bzw. dessen zuständigem Ausschuss ausgetauscht haben, diejenigen Sachverhalte, die am bedeutsamsten für die Prüfung der Jahresrechnung des aktuellen Zeitraums waren und daher die besonders wichtigen Prüfungssachverhalte sind. Wir beschreiben diese Sachverhalte in unserem Bericht, es sei denn, Gesetze oder andere Rechtsvorschriften schliessen die öffentliche Angabe des Sachverhalts aus oder wir bestimmen in äusserst seltenen Fällen, dass ein Sachverhalt nicht in unserem Bericht mitgeteilt werden soll, weil vernünftigerweise erwartet wird, dass die negativen Folgen einer solchen Mitteilung deren Vorteile für das öffentliche Interesse übersteigen würden.

Bericht zu sonstigen gesetzlichen und anderen rechtlichen Anforderungen

In Übereinstimmung mit Art. 728a Abs. 1 Ziff. 3 OR und dem Schweizer Prüfungsstandard 890 bestätigen wir, dass ein gemäss den Vorgaben des Verwaltungsrates ausgestaltetes internes Kontrollsystem für die Aufstellung der Jahresrechnung existiert.

Ferner bestätigen wir, dass der Antrag über die Verwendung des Bilanzgewinnes dem schweizerischen Gesetz und den Statuten entspricht, und empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

KPMG AG

Daniel Haas
Zugelassener Revisionsexperte
Leitender Revisor

Pascal Henggi
Zugelassener Revisionsexperte

Bern, 7. April 2022